

Critique Communiste

revue mensuelle

de la

Ligue Communiste Révolutionnaire

(section française de la IV^e Internationale)

n° 39

mars 85 / 14 fr.

Sommaire

Nicaragua:

Les menaces de Reagan

•

Les femmes et la politique

•

XXV^e Congrès du PCF:

un repli sans perspective

•

LES FRUITS SECS DE L'AUSTERITE

•

La mort ténébreuse de Léon Sedov

•

Le PC allemand face aux nazis

Dossier

Nicaragua: les menaces de Reagan

RONALD Reagan s'est livré le 21 février à de nouvelles et brutales agressions contre le Nicaragua libre. L'objectif du président américain est d'« évincer » les sandinistes, car, selon lui, règne à Managua « un Etat communiste totalitaire avec un gouvernement qui n'est pas choisi par le peuple ».

Pour la première conférence de presse de son second mandat, le chef de la Maison-Blanche a donc choisi de tenir un langage musclé, au mépris de la volonté exprimée par le peuple nicaraguayen : Daniel Ortega et Sergio Ramirez ont été élus président et vice-président en juillet 1984 par 67 % des voix, lors des premières élections libres qu'aient connues leur pays, et auxquelles participèrent 80 % des électeurs inscrits. Reagan, s'il a battu nettement son adversaire démocrate n'est finalement l'élu que de 30 % des électeurs américains inscrits. Quand on sait que cette abstention massive aux Etats-Unis est le fait des exclus de la manne capitaliste (Noirs, Porto-Ricains, etc.), on mesure la vanité des prétentions nord-américaines à incarner la liberté.

Il faut répéter inlassablement ce qu'ont été les élections du 4 novembre 1984 au Nicaragua malgré la guerre menée par les contras et les calomnies des médias : la participation à l'expression politique d'un peuple qui a mis à bas une dictature féroce, élément du dispositif impérialiste dans la région centre-américaine. En abattant le régime de Somoza, le FSLN ébranlait la puissance des Etats-Unis, comme l'avait fait vingt ans plus tôt, à Cuba, le mouvement du 26 juillet.

Les menaces proférées par Reagan ne sont pas isolées. Elles font partie d'une offensive idéologique de toute l'administration. Des « fuites », le plus souvent délibérées, diffusent régulièrement les projets d'attaque du Pentagone. Le Congrès est submergé de rapports sur des connexions soviéto-cubaines avec Managua, dénoncées comme source de destabilisation de la région centre-américaine.

Autre signe du durcissement des Etats-Unis, leur décision de suspendre *sine die* les conversations avec les autorités nicaraguayennes qui avaient lieu au Mexique, à Manzanillo. Les conversations menées par les quatre pays du groupe de la Contadora (Mexique, Venezuela, Colombie et Panama) sont également bloquées, ce qui aggrave l'isolement diplomatique de Managua.

Mais il est clair que les déclarations agressives de Reagan ont aussi une destination interne aux Etats-Unis. Pour mener sa politique contre les sandinistes, Washington a besoin de mettre en avant la contra qui, à partir de ses sanctuaires frontaliers attaque les coopératives, assassine des paysans, des femmes, des enfants. La principale composante de ces groupes contre-révolutionnaires est la Force démocratique nicaraguayenne (FDN). Basée au Honduras, elle est pour l'essentiel formée par l'ancienne garde nationale de la dictature somoziste. Baptisés « combattants de la liberté », salués comme « nos frères » par Reagan, les contras sont portés à bout de bras par les Etats-Unis. Depuis 1981, le gouvernement américain a versé officiellement 80 millions de dollars. En octobre dernier, le Congrès américain retenait le principe d'une nouvelle aide de 14 millions de dollars, la décision finale devant être prise en mars 1985. On

comprend alors l'empressement mis par Reagan à convaincre les congressistes et, par tous les moyens.

La contra n'est pourtant qu'une des pièces du dispositif déployé en Amérique centrale par Washington. Au Salvador, des conseillers ont été dépêchés par l'administration Reagan pour lutter contre la guérilla menée par le FMLN-FDR. Des manœuvres de grande envergure se succèdent au Honduras. Une infrastructure permanente a été édiflée dans ce pays, base nécessaire pour des interventions régionales.

Contre toutes ces manœuvres qui tentent de prendre à la gorge la révolution, les autorités de Managua ont choisi de répondre sur plusieurs terrains. Face aux opérations de la contra, et malgré les conséquences pour l'économie, le FSLN a décidé de développer les capacités de défense du pays. Ainsi, sont mobilisés de nombreux jeunes dans le cadre du service militaire patriotique. Malgré les victimes de la guerre sournoise menée par la contra, cette dernière n'est pas en position d'infliger de sérieux revers militaires aux sandinistes. Elle se cantonne donc dans une guerre d'usure.

La mobilisation de la population en défense de la révolution s'est manifestée avec détermination lors de la mise en alerte des troupes US en novembre dernier, et l'on a vu les habitants creuser des tranchées et se préparer à repousser une invasion. Nullement impressionnés par les survols de l'aviation américaine et hondurienne, fidèles à leur ligne de conduite, les dirigeants du FSLN ont même offert une large amnistie aux contras qui déposeraient les armes. La FDN l'a aussitôt rejetée.

Le FSLN a multiplié les gestes de bonne volonté, ratifiant notamment l'acte de la Contadora. Il vient d'annoncer le départ, en mai prochain, d'une centaine de conseillers militaires cubains, ainsi que le gel des achats d'armement pour une durée indéterminée. Ce sont les propositions les plus avancées qu'aient émises les dirigeants sandinistes. Reagan ne s'en contentera probablement pas car son objectif demeure de jeter bas les sandinistes. Il ne leur reproche pas tant la chute de Somoza que d'avoir déclenché une révolution sociale, qui a donné naissance à un nouvel Etat ouvrier dans la région.

Tout est bon pour les Etats-Unis pour combattre ce territoire libre : les pressions économiques qui pèsent dramatiquement sur l'économie faible et dépendante du Nicaragua ; la spéculation et le marché noir grèvent lourdement un budget déjà alourdi par les tâches de défense du pays ; le sabotage économique mené par la contra.

Dès lors, le peuple nicaraguayen ne peut compter, en plus de la force de sa révolution, que sur la solidarité internationale. Si Reagan n'a pas déclenché une intervention massive en novembre dernier, cela ne signifie nullement qu'il a renoncé à ses projets belliqueux. La détermination et le courage de la population nicaraguayenne, la puissance de ses organisations de masse et l'existence d'un vaste mouvement de solidarité dans le monde fixent le prix qu'aurait à payer l'impérialisme US pour une invasion. Si son intervention à Grenade a pris des airs de promenade, le gouvernement américain sait qu'il s'engagerait au Nicaragua dans un véritable bain de sang et affronterait des combattants trempés dans la lutte de guérilla.

Le peuple nicaraguayen se dresse pour la défense de sa révolution. A ses côtés, le mouvement de solidarité internationale ne doit pas faiblir. Cinq cents volontaires, venus des Etats-Unis, ont participé à la récolte du café dans les zones exposées aux raids de la contra. Ils venaient symboliquement remplacer les milliers de jeunes nicaraguayens mobilisés pour la défense de Managua. L'été prochain à nouveau, des centaines de militants anti-impérialistes apporteront leur aide au Nicaragua dans le cadre des brigades. Mais surtout, tout au long de l'année, nous devons nous tenir mobilisés en défense de la révolution sandiniste, contre les menaces qui pèsent sur elle. La richesse de cette révolution est un acquis pour tous les peuples du monde. Sans que cela ne relativise leurs autres tâches, les militants anti-impérialistes doivent répondre présent à l'appel du Nicaragua libre.

Les femmes et la politique: le rôle essentiel du travail

Frédérique VINTEUIL

DEPUIS 1981, une série d'études se sont portées sur le comportement électoral des Françaises et leur insertion dans la vie politique. En effet, l'élection présidentielle a marqué une rupture avec les traditions de vote à droite de l'électorat féminin. Pour la première fois, les femmes ont fait, à âge égal, un choix politique comparable à celui des hommes, l'écart de quatre points en faveur des candidats conservateurs étant dû au pourcentage plus élevé de vieilles dames. Or, les élections de 1983 et 1984 traduisent de nouveau une distorsion entre les électorats des deux sexes.

A l'approche de 1986, il est important de savoir comment votent les femmes et pourquoi. Important aussi de déterminer s'il existe une approche « féminine » de la vie politique, ou au contraire un comportement très proche de celui des hommes, et, les deux cas se rencontrant, de cerner les groupes sociaux concernés. Janine Mossuz-Lavau et Mariette Sineau ont publié une *Enquête sur les femmes et la politique en France* (PUF 1983) où elles analysent les résultats électoraux des années soixante-dix auxquels s'ajoutent des sondages sur la perception de la politique par les femmes ; elles ont complété récemment par une étude sur les élections européennes de 1984 parue dans *le Monde* du 15 août de la même année.

Entre l'isolement et le confessionnal, une longue histoire

Le portrait robot d'une femme de gauche ? Elle a trente ans, elle est cadre supérieur et entend le rester, elle a fréquenté l'université, en-

couragée par sa mère qui avait une profession.

Le portrait robot d'une femme de droite ? Elle est agricultrice, au foyer, commerçante ou épouse d'ouvrier, âgée. Elle a, au mieux, le certificat d'études. Sa mère n'a jamais travaillé. Réalité contrariante pour une certaine mythologie qui fleurit à gauche et à l'extrême gauche, mais réalité tout de même. Autant regarder comment on en est arrivé là...

Chacun le sait, les Françaises ont voté plus tard que les autres Européennes et même que les femmes de certains pays du tiers monde. Les radicaux, qui disposaient d'une majorité de blocage au Sénat s'opposèrent, pendant toute l'entre-deux-guerres, à la féminisation du corps électoral, au nom de la laïcité ; les femmes étaient supposées obtempérer aux consignes de leur curé. Un regard lucide sur la France des années trente, encore très rurale, et sur les femmes de cette époque, au niveau d'instruction très bas, confirme l'analyse des radicaux. Une partie de la droite, influencée par les régimes fascistes où les femmes « votaient », et bien sûr, l'Eglise, s'étaient d'ailleurs déclarées favorables au vote des femmes. La SFIO et le PC eurent le bon goût de ne pas suivre les radicaux, et même si ce fut rare, de présenter quelques candidatures féminines illégales. Les femmes ministres du Front populaires, anomalie constitutionnelle, traduisent cet effort de la gauche même si les portefeuilles attribués reflètent une absence d'audace caractérisée.

A la libération, il devint difficile de ne pas faire comme la totalité des autres Etats — tout le monde n'a pas la chance de vivre dans un canton suisse. La guerre avait à jamais tué les radicaux ; le MRP était trop proche de l'Eglise pour ne pas

analyser le vote des femmes comme une bénédiction. Sans surprise, ce vote provoqua ce que l'on attendait de lui : un infléchissement à droite du corps électoral. Cela va durer plus de trente ans. Il y a des années que la gauche serait au pouvoir si le suffrage était resté masculin. Mitterrand aurait battu de Gaulle dès 1965 (51 % des voix masculines en sa faveur, et seulement 39 % des voix féminines) ; il aurait écrasé Giscard en 1974 ; la gauche aurait remporté toutes les élections depuis vingt ans... S'en étonner relève de l'imbécilité. On ne peut pas enfermer une catégorie de population entre les quatre murs d'une cuisine, lui faire intérioriser que cet enfermement est une situation idéale et s'attendre à ce que l'esprit lui vienne, tous les cinq ans, précisément le jour des élections.

Dans les années cinquante et soixante, les femmes qui votent ont reçu l'éducation des années trente. L'écart est considérable avec le comportement politique des hommes (onze points d'écart en 1951...). La distorsion porte sur les choix mais aussi sur le regard posé sur la politique. En 1953, 60 % des femmes déclarent ne pas s'intéresser, de près ou de loin, à la politique, contre 29 % des hommes. Elles sont fréquemment deux fois plus abstentionnistes qu'eux. Lorsqu'elles sont interrogées, par sondage, sur une question d'ordre général, près de la moitié « ne sait pas répondre », contre 20 % des hommes.

Une rupture récente avec la tradition

Les femmes qui votaient dans les années cinquante et soixante le font toujours, par la grâce de l'allongement de la durée de vie. Leurs époux, qui accusent un décalage de dix ans d'espérance de vie, contribuent beaucoup moins à remplir les urnes des années quatre-vingt. Cet excédent de vieilles dames est le grand responsable des différences actuelles entre les sexes dans l'attitude de vote.

En effet, les élections de 1974 marquent un début de rupture avec la tradition. A âge égal, les femmes votent sensiblement de la même manière que les hommes à partir de cette date. Cela correspond à l'arrivée à l'âge adulte de la génération du baby boom. Plus instruites, beaucoup plus nombreuses dans les professions qualifiées, ayant découvert la politique dans le climat des années

soixante-dix, les jeunes femmes sont à la fois plus à gauche et plus concernées par la vie politique.

Les sondages sur la perception de la vie politique traduisent une évolution similaire. De plus en plus de femmes osent se situer sur l'échiquier politique, ont un avis sur les questions générales. Ainsi, lors d'une enquête effectuée en 1982 sur l'opportunité des nationalisations — sujet réputé complexe —, le nombre de refus de prise de position féminins n'est guère plus élevé que celui des hommes. La participation des femmes au mouvement associatif est en augmentation constante depuis dix ans.

Les élections de mai et surtout de juin 1981 ont marqué l'écart minimal de comportement entre les deux sexes. Toutefois, les scrutins de 1983 et 1984 ont vu réapparaître une distorsion. En juin 1984, l'abstention féminine a été plus massive (46 % d'abstentions féminines contre 40 % pour les hommes). La raison n'est certainement pas un désintérêt plus grand pour l'Europe, puisqu'aux mêmes élections, en 1979, l'écart était négligeable. Il s'agit plutôt d'une abstention motivée, politique.

Cette analyse est confirmée par la faiblesse relative de l'écart gauche-droite dans les votes des deux sexes : les suffrages féminins n'accordent que trois points supplémentaires à la droite, toutes listes confondues. En revanche, le Front national a beaucoup moins séduit les femmes que les hommes, à l'exception des agricultrices et des ouvrières. Les chômeuses sont deux fois moins nombreuses que les chômeurs à avoir voté pour la liste Le Pen ; les étudiantes sont trois fois moins nombreuses et les femmes cadres supérieures deux fois et demie moins nombreuses.

La fidélité à la liste Veil parmi les femmes situées à droite s'explique par les différences, sur les thèmes relatifs à leurs droits : apparemment, cette frange de la population continue à préférer l'image Veil, moderniste, libérale sur la question des mœurs, aux discours de l'extrême droite pétainistes sur la famille.

Par ailleurs, les femmes ont plutôt moins voté que les hommes pour le PC, sauf les chômeuses, et moins voté pour le PS. Paradoxalement, l'écart gauche-droite entre les sexes s'inverse avec le statut social. Ouvrières et employées votent plus à droite que leurs collègues de travail. Les cadres moyens et supérieurs, les étudiantes votent nettement plus à gauche (jusqu'à deux fois plus) que leurs homologues masculins. Il va

sans dire que les femmes au foyer votent très majoritairement à droite.

L'explication du succès de la droite auprès des femmes à revenus modestes, peu diplômées, réside à la fois dans une tradition conservatrice très ancienne et dans l'incapacité du mouvement ouvrier à attirer cette catégorie de population. La préférence pour la gauche des femmes diplômées est une projection assez directe de l'oppression. Une femme, même cadre supérieur, se sent moins nantie que son collègue mâle ; en outre, une partie des enseignantes sont rangées dans les cadres supérieurs.

Si l'on ajoute que l'électorat féminin de gauche s'est davantage abstenu, ou a plus voté pour l'extrême gauche que les hommes, on constate que les femmes forment une bonne partie des « déçus du socialisme ».

Un discriminant majeur : le travail

L'étude du décalage hommes-femmes dans le rapport à la politique renseigne mal sur les fractures qui partagent les femmes elles-mêmes. Autant, pour les hommes, l'appartenance sociale est un critère pertinent, autant il est médié pour les femmes par le fait d'exercer ou non une profession à l'extérieur du foyer, quelle que soit cette profession, quel que soit le statut social du mari. Ainsi on constate que, statistiquement, une ouvrière et une femme cadre supérieur ont davantage de points communs sur la vie politique, sur la nécessité de s'y insérer, sur les droits des femmes... que l'une n'en a avec une épouse d'ouvrier au foyer et l'autre avec une femme de cadre.

Les enquêtes réalisées permettent de distinguer trois groupes, dont deux sont très proches. Les femmes au travail et celles qui sont au foyer après avoir exercé une profession forment deux groupes presque homogènes, celles qui ont cessé de travailler étant néanmoins moins « progressistes » que les femmes en activité. Les femmes au foyer qui n'ont jamais travaillé représentent un ensemble bien individualisé aux caractéristiques conservatrices affirmées.

Les femmes au foyer s'affirment plus conservatrices que les autres femmes et que les hommes dans tous les domaines couverts par la vie publique, y compris sur leurs propres droits. Les résultats électoraux révèlent des votes à droite compris

	%	Marchais	Jospin	Veil	Le Pen	Autres listes
IFOP	H	12	21	39	14	14 = 100 %
	F	10	20	47	8	15 = 100 %
SOFRES	H	12	21	39	13	15 = 100 %
	F	10	20	47	8	15 = 100 %
BVA	H	14	20	37	13	16 = 100 %
	F	9	21	47	9	14 = 100 %

Tableau 1 : vote des hommes et des femmes le 17 juin 1984, d'après les trois enquêtes « Sortie des urnes ».

% Actifs	Femmes au foyer		Chômeurs		Retraités		Etudiants		
	H	F	H	F	H	F	H	F	
Marchais	12	11	8	13	16	15	11	5	4
Jospin	21	21	16	21	23	21	21	16	24
Veil	38	42	52	25	31	46	54	31	42
Le Pen	14	9	10	21	10	12	8	13	5
Autres listes	15	17	14	20	20	6	6	35	25
	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Tableau 2 : Vote des actifs et des divers groupes « inactifs » selon le sexe. Source : IFOP/RTL/le Point (enquête « Sortie des urnes »).

% cadres sup.	cadres moyens		profes. lib.		indus- triels		artis. / agri- com. cult.		employés		ouvriers			
	H	F	H	F	H*	H	F	H*	H	F	H	F		
Marchais	5	9	10	9	2	2	1	7	3	4	13	13	26	18
Jospin	16	27	24	26	13	16	7	10	11	18	26	22	24	21
Veil	53	41	38	42	49	55	60	51	57	53	34	40	20	29
Le Pen	15	6	13	7	19	14	22	21	15	15	11	7	11	10
Autres	11	17	15	16	17	13	10	11	14	10	16	18	19	22
	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Tableau 3 : Vote selon la profession de la personne interrogée et selon le sexe. Source : IFOP/RTL/le Point (enquête « Sortie des urnes »).

* Effectifs féminins trop réduits.

Les votes à l'élection européenne de juin 1984 (in « le Monde » du 15 août 1984).

entre 55 % et 60 %. Interrogées sur leurs préférences partisans, 23 % de ces femmes refusent de répondre, pourcentage très supérieur à celui du reste de la population. Priées de se situer schématiquement sur l'échiquier politique, près de la moitié d'entre elles se déclarent « au centre », entité qui a le mérite de n'être concrétisée par aucune véritable force politique et qui symbolise la « neutralité » et le conservatisme. A la question de savoir si elles accepteraient de se mobiliser sur leurs quartiers, dans un comité de locataires, pour une action sur le cadre de vie, pour des crèches, elles sont deux fois plus nombreuses que les actives et les hommes à exclure toute forme d'activité de ce type.

La sphère de la vie privée entraîne des attitudes volontiers réac-

tionnaires. Dans les années quatre-vingt, la majorité des femmes au foyer persistent à considérer l'adultère féminin comme plus grave que celui des hommes, malgré la modification de la loi. Elles sont les plus hostiles à la contraception, à l'avortement, à la libéralisation des mœurs. Le partage des tâches ménagères, négation de leur raison d'être, est peu apprécié. Elles y sont nettement moins favorables que les hommes eux-mêmes, et bien sûr, que les femmes actives.

Ces chiffres peuvent être opportunément corrélés avec le taux de pratique religieuse. Les femmes au foyer battent des records de piété, au sein d'une population féminine qui reste beaucoup plus attachée à la religion que les hommes. En 1977, 93 % des femmes au foyer se

déclarent catholiques, contre 82 % des actives et 79 % des hommes. 28 % des femmes au foyer vont à la messe au moins une fois par mois ! Néanmoins, l'influence de l'Eglise est plus une conséquence du traditionalisme de cette catégorie qu'il n'en est la cause. En fait, comme l'écrivent Mossuz-Lavau et Sineau : « *On a l'impression que les femmes (...) ne sont pas toutes contemporaines. Selon qu'elles travaillent ou ont travaillé, ou n'ont jamais connu d'autre univers que la maison, elles ne vivent pas vraiment à la même heure ; elles représentent des états successifs du regard porté par une société sur les normes qui la régissent. (...) D'émeutière qu'elle était au XIX^e siècle, la ménagère est devenue un frein social, sans doute parce que la famille dans laquelle elle vit est comparable à un cocon qui n'accepte pas que l'individu soit un jour prêt à vivre sa vie en dehors d'elle.* »

Les femmes actives restent moins politisées que les hommes, mais plus progressistes sur les questions touchant à la vie privée. Ainsi, les formes de la vie politique perçues comme traditionnelles sont connues au masculin. C'est le cas de la discussion politique (jamais pratiquée par un tiers des actives), des réunions publiques, des manifestations. La suppression des partis politiques serait-elle « très grave » ou « grave » ? Les actives ne sont que deux tiers à s'en déclarer convaincues, contre 75 % des hommes. La réponse à la même question sur le droit de grève fait apparaître un écart de cinq points entre actifs des deux sexes ; mais parmi ceux qui répondent « très grave », l'écart est de dix-neuf points (56 % des hommes ; 37 % des femmes actives et ... 23 % des femmes au foyer !) Même parmi l'électorat de gauche, les femmes manifestent une plus grande indifférence à la suppression des grandes libertés. Ce constat — assez accablant — reflète le sentiment de dépossession à l'égard des instruments de la vie publique, au rang desquels il faut placer ceux dont s'est doté le mouvement ouvrier. Un siècle d'histoire et la réalité contemporaine expliquent aisément le phénomène.

En revanche les actives se déclarent aussi mobilisables que les actifs lorsqu'il s'agit de défendre des droits ou des intérêts liés à la vie quotidienne : s'opposer à la construction d'une centrale nucléaire, obtenir l'ouverture d'une crèche, etc.

On constate par là le caractère profondément idéologique du rapport

à la politique. Les femmes participent moins à la vie publique pour des raisons qui ne peuvent être ramenées au seul manque de temps. En effet, l'explication donnée le plus couramment — double journée de travail, prise en charge des enfants — n'est que partiellement pertinente et fonctionne comme « couverture justificative » de la part des femmes elles-mêmes. Sinon, comment expliquer que les femmes les moins mobilisables sont celles qui ont le plus de temps, femmes au foyer ou retraitées ? Comment expliquer que telle femme qui « n'a pas un moment pour lire les pages politiques du journal », se découvre plus de temps que les hommes pour lire les rubriques liées à la défense des consommateurs, et autant qu'eux pour militer dans un comité de quartier ?

Un autre rapport à la politique

Sans doute, ne saurait-on nier le frein de la double journée, mais l'obstacle est aussi dans la relation à la politique. La politique « politicienne », la lutte syndicale, sans parler de la politique étrangère, sont vécues comme des mécanismes abstraits, générateurs de conflits que l'on ne souhaite pas assumer. Le domaine lié à la vie quotidienne paraît s'enraciner dans des pratiques concrètes, maîtrisables ; il est aussi davantage connoté « au féminin ».

Fait significatif, la « politique des hommes » fait l'objet d'une appropriation d'une catégorie de femmes, celles qui ont des diplômes. On retrouve la couche des cadres moyens et supérieurs féminins, réservoir de forces militantes pour les partis de gauche, les associations... et le mouvement féministe. Pour ce seul groupe, il n'existe plus de décalage avec le comportement politique de l'ensemble des hommes. A l'intérieur de leur catégorie socio-professionnelle, ces femmes sont même plus à gauche, plus concernées par la vie politique, plus mobilisables que leurs collègues. L'avenir infléchira sans doute assez peu cette réalité, puisque les étudiantes sont nettement plus progressistes que les étudiants. Chez les enseignantes, 41 % sont très intéressées par la vie politique (contre 39 % de leurs collègues mâles). En 1978, 72 % d'entre elles avaient voté pour la gauche contre 63 % des hommes !

Autrement dit, si l'on voulait définir le rapport des deux sexes à la

politique, on pourrait dire — en caricaturant un peu — que la discussion de café du commerce requiert, chez un homme, le niveau du certificat d'études, et chez une femme, Bac + quatre... au moins ! Ce qui est naturel chez l'un est, chez l'autre, l'aboutissement d'une transgression que rend possible un haut niveau d'études.

Si la « politique des hommes » divise les femmes actives, la « politique des femmes » les rassemble. Sur tous les sujets liés aux mœurs, à la maîtrise de leur corps, au partage des tâches ménagères, les actives sont nettement plus progressistes que les hommes. Cette fois, la conscience de ses intérêts, perçus concrètement, prime sur l'idéologie et la tradition. Toutes ne sont pas prêtes à adhérer à un mouvement féministe, mais l'écrasante majorité d'entre elles reflète les acquis de la diffusion large des idées féministes. De même, elles sont plus nombreuses que les hommes à admettre la possibilité d'une femme chef de l'Etat. Mieux, elles exercent une influence sensible sur leurs maris qui apparaissent beaucoup plus libéraux que les époux de femmes au foyer. Elles-mêmes sont d'autant plus progressistes que leur propre mère travaillait (les filles de mères actives sont d'ailleurs plus politisées au sens classique du terme).

Ainsi se dessinent, avec les femmes actives, les contours d'une force de changement social et de rupture des valeurs traditionnelles. Le problème est que, sauf chez les femmes le plus diplômées, le lien entre la défense de leurs droits et la remise en cause, même partielle, de l'ensemble de l'ordre social, ne se fait pas naturellement. La division privé-public fonctionne fort bien...

A l'approche des élections législatives, les résultats de l'enquête que nous venons de résumer prennent tout leur sens. Il n'y pas pas un vote des femmes, homogène, mais il y a un vote féminin au sens où les motivations des électrices ne sont pas les mêmes que celles des électeurs, à l'intérieur de chaque groupe social et de chaque famille politique. La garantie de leurs droits, et par là même les thèmes féministes, revêtent une importance non négligeable dans le choix des actives. En outre, au-delà de la conjoncture électorale, l'énorme décalage entre actives et femmes au foyer montre l'enjeu de la bataille pour le droit à l'emploi des femmes dans l'établissement des rapports de forces entre les classes !

XXV^e Congrès du PCF

Un repli sans perspective

Jean LANTIER

Le sort du PCF ne peut plus être présenté comme intimement lié aux reculs ou avancées de la classe ouvrière. Quand, en juin 1984, ce parti se retrouve à son niveau électoral de 1932, ce n'est pas en conséquence d'une défaite centrale de la classe ouvrière. Ce sont bien plutôt les travailleurs qui ont sanctionné le PCF au gouvernement pendant trois ans pour avoir activement mis en place, en compagnie du PS, une politique qui les frappait en premier lieu. Et c'est pour ne pas rompre les derniers liens de confiance qu'il entretient avec la classe ouvrière, que le parti sortait du gouvernement aussi précipitamment qu'il y était entré en 1981.

Cet échec de l'expérience gouvernementale s'ajoute à ceux produits par les orientations précédentes, qui alimentèrent un déclin régulier depuis la grève générale de mai-juin 1968. Que l'union au sommet avec le PS sur un programme de compromis l'ait conduit loin derrière la social-démocratie, c'est une évidence... et l'objet de toutes les inquiétudes de l'appareil central. Car les solutions pour sortir le PCF de ce mauvais pas sont obscures. Si les délégués du XXV^e Congrès n'eurent pas à décider de la sortie du gouvernement, comme la base du parti n'eut pas à se prononcer sur la participation trois ans plus tôt, ils devaient en revanche adopter une ligne de redressement. Mission difficile pour la direction : il fallait présenter une orientation crédible, sans admettre une opposition constituée, en préservant l'unité de l'appareil. De plus, l'orientation devait être introduite de telle façon que le congrès n'ait pas à débattre du bilan précis des années écoulées depuis la rupture de l'Union de la gauche, en 1977.

En somme, toutes les questions étaient posées et se concentraient, en toute simplicité dans la conscience des militants, sur l'interrogation centrale : comment faire pour empêcher la marginalisation du parti, et endiguer un déclin qui pourrait le conduire jusqu'à la groupuscularisation. Le « cahier des charges » du congrès était donc bien lourd. Le XXV^e Congrès a-t-il été à la hauteur de ces demandes pressantes ?

LE plaidoyer *pro domo* de Georges Marchais commença par un long voyage remontant le temps, jusqu'en 1956. Le mécanisme employé était simple : en révélant l'ampleur des erreurs dues à une fausse stratégie initiale, il s'agissait de montrer que la direction sortante n'avait pu gérer au plus près des intérêts du parti dans les années récentes mieux qu'elle ne l'avait fait. Ainsi Marchais invente-t-il un « déterminisme historique » destiné à justifier les zigzags des années 1977-1984 et, particulièrement, à faire l'économie d'un bilan du passage au gouvernement. La phrase clé de son rapport est celle qui affirme que « *notre décision de participer au gouvernement en juin 1981 était*

juste, et celle de ne plus y participer en juillet 1984 l'était aussi ».

La théorie échafaudée par la direction est celle du « retard ». Déjà employée lors des trois congrès précédents, elle s'érigeait cette fois en véritable science, la retardologie.

Vingt-cinq ans d'erreurs, sept ans de malheurs

Le retard du PCF commence avec la déstalinisation. Quand, en 1956, Nikita Khrouchtchev présente au XX^e congrès du PC soviétique un rapport sur les crimes de Staline, le

PCF en développa « une interprétation restrictive ». « Nous avons, dit Marchais, pendant plusieurs années minoré dans les faits la portée pourtant essentielle de la condamnation par les communistes soviétiques eux-mêmes des erreurs et des crimes du culte de la personnalité. » En fait, ce n'est que vingt ans plus tard, « en 1975, que nous avons défini le stalinisme comme nous le faisons aujourd'hui : un ensemble de conceptions et de pratiques totalement étrangères à notre idéal et à notre politique » (...) « Ce n'est qu'en février 1976, lors du XXII^e Congrès, que nous avons renoncé à la notion de dictature du prolétariat... et que nous avons ébauché un projet de société socialiste à la française, se construisant par une voie originale. »

Dans le raisonnement du secrétaire général, la rénovation commence seulement en 1976 et remet en question « la notion de centre », le « rôle prépondérant » reconnu au Parti communiste d'Union soviétique. Jusqu'à cette date, le PCF demeurait prisonnier des réponses stratégiques léguées par l'Internationale communiste. Exemple d'erreur induite par ce retard, et dont la responsabilité est attribuée aux dirigeants disparus Maurice Thorez et Jacques Duclos, la compréhension du coup d'Etat gaulliste en 1958. « Nous avons même parlé dans un premier temps de menace fasciste, explique Marchais. Cette menace, notre parti avait eu à lui faire face dans le passé. Il y était parvenu. C'est donc tout naturellement... dans cette expérience du passé, principalement celle du Front populaire, que nous avons cherché la réponse à la question posée par l'instauration de la V^e République. Voilà pourquoi, dès 1958, et surtout à partir de 1962, nous avons fait de l'union des partis de gauche autour d'un programme commun de gouvernement l'axe central de notre politique. Mal posé, le problème a, ainsi, été mal résolu. » En effet, « dans les années trente, ce problème central était la menace fasciste. Et le Front populaire pour lui résister était la bonne réponse. » Mais « aujourd'hui, c'est la crise, une crise qui appelle, pour être résolue, un changement de société ».

Marchais décrit alors comment le PCF a autolimité sa propre action : « Pendant près de vingt ans, nous avons polarisé les luttes et les espoirs populaires autour d'un objectif limité, et de l'alliance électorale qu'il impliquait » (...) « alors que... la question d'une transformation sociale profonde était à l'ordre du jour, nous nous

sommes nous-mêmes interdit... de poser cette question comme une tâche concrète à entreprendre ».

Remarquons au passage que, sous cet éclairage, Mai 68 devient une occasion manquée ! Le PCF n'a-t-il pas répété que ce grand mouvement populaire n'avait pu aboutir faute de débouché politique, le programme commun n'existant pas ?

L'effet pervers des conceptions stratégiques antérieures permet à Marchais d'avancer une explication du succès du PS. Signé en 1972, le programme commun devient la solution à tous les problèmes. Valorisée à ce point, cette orientation ne permettait plus d'en sortir, en 1977, quand il fallait changer de ligne : « Lorsqu'en 1977, le PS a décidé de vider le programme commun de son contenu, nous n'avons pas été en mesure de nous faire comprendre ».

Marchais reconnaît que le PCF porte « une part de responsabilité dans la formation des illusions que l'expérience des vingt-cinq dernières années a suscitées. » Le cadre institutionnel dans lequel se déroule la logique du programme commun est celui de la V^e République, « un régime quasi-monarchique ». Former une majorité de gauche jouait en faveur du PS, parti « apparu comme le plus apte au second tour dans le cadre d'un scrutin majoritaire ». L'union au sommet, négligeant la mobilisation populaire, comme l'avoue Marchais, a induit « l'idée d'un rééquilibrage de la gauche au profit du PS », condition même « de la victoire électorale ». Le train fou de l'union au sommet n'a pas permis au PCF de « modifier les traits essentiels de la situation ». La logique électorale favorisée par l'accord de sommet a joué en faveur en 1981 de François Mitterrand. D'où l'inévitabilité de l'entrée au gouvernement en 1981, comme conséquence logique de l'accumulation des erreurs passées.

Mais, objecte Marchais, la stratégie mise en place en 1976 n'a-t-elle pas joué dans le sens de la rectification ? Se répondant à lui-même, il s'excuse en arguant de la difficulté de mettre rapidement en œuvre un tel bouleversement d'orientation. Et, « au total », les innovations stratégiques des congrès passés « ont pu apparaître, de façon déroutante, comme un affaiblissement de l'identité révolutionnaire du parti », parce qu'elles intervenaient après que la compétition avec le PS eut tourné en faveur de ce dernier.

Au terme de cette autocritique formulée pour justifier les zigzags actuels, quelle ligne se dégage du XXV^e

Congrès ? Une interprétation logique conduirait à une orientation en rupture avec la voie électorale, toute fondée sur la mobilisation des masses, sur une base de classe. Ce n'est point la thèse adoptée par le XXV^e Congrès.

Le NRPM

Nouveau rassemblement populaire majoritaire, ainsi s'intitule la perspective avancée par le PCF au terme de son congrès. Il se présente comme étroitement articulé à une analyse de la crise. Celle-ci, décrite dans le rapport de Georges Marchais, mais aussi plus longuement dans la revue *Economie et politique* sous la plume de Philippe Herzog, serait due, fondamentalement, à l'accroissement des profits financiers non réinvestis dans la création d'emplois et la rémunération du travail qualifié. Car la motivation prioritaire du capital est de « transformer le capital productif en capital financier tourné vers la spéculation ». D'autre part, pour chercher des débouchés, les capitalistes se sont lancés dans une politique d'exportation, pendant qu'ils supprimaient des « productions essentielles » dans le cadre national.

Quelles réponses apporte le PCF ? « Relancer les productions et l'économie en mobilisant les ressources pour créer des emplois et des richesses nouvelles ». Là-dessus reposent les nouveaux critères de gestion. Il s'agit de récupérer les masses de capitaux investis à l'étranger, évadés pour des buts spéculatifs, accumulés dans le cadre privé des grandes fortunes, pour les investir dans l'emploi et la modernisation. A la base est l'intérêt national, pour bâtir une industrie compétitive, créatrice d'emplois qualifiés. Le moyen : la suppression du prélèvement parasitaire des profits financiers.

Dès lors, il s'agit d'orienter les luttes vers le financement des emplois nécessaires. « Partout le mot d'ordre est de se brancher sur tous les types de financement pour qu'ils servent à développer des emplois viables », écrit Philippe Herzog dans *Economie et Politique* (février 1985).

Ainsi, les capitalistes ne sont qu'une classe parasitaire, qu'il convient de ramener à une bonne gestion par l'intervention des travailleurs et de différentes couches sociales intéressées. La crise est à traiter dans le sens d'un accroissement de la production de richesses et de plus-value.

Donc dans le sens de la croissance et de la relance immédiate.

L'axe général est celui de la résistance nationale à la crise, fondée sur la revendication principale d'accès à la décision dans la gestion patronale. « Les luttes décentralisées pour exercer des pouvoirs de décision et pour changer les gestions à tous les niveaux... permettront de réussir de nouvelles croissances viables dans les entreprises. Elles seules dans leur foisonnement et leurs convergences permettront de changer radicalement le fonctionnement de l'économie mixte », explique Herzog.

Marchais a expliqué la même chose, de façon plus prosaïque, au XXV^e Congrès. « Comment financer cette relance de la croissance par le développement de l'emploi ? La réponse à cette question est claire : aujourd'hui, l'argent va à l'argent : il faut qu'il aille à l'emploi... Il faut agir partout en ce sens. Dans chaque entreprise, et en coopération avec d'autres, il est possible de réduire les sorties de capitaux, les prélèvements des fortunes, les placements et la spéculation, et de réorienter les ressources disponibles vers l'emploi et la création de richesses socialement utiles. »

Les limites et contradictions de cette démarche sont apportées par le secrétaire général lui-même. « Cela dit, mettre fin à la domination du grand capital, ce n'est pas la nationalisation de tout, ce n'est pas le "collectivisme" comme disent nos adversaires. (...) C'est le développement, à côté du secteur public, d'autres formes de propriétés sociales, le respect de la propriété privée pour les petites et moyennes industries... »

La démarche anticrise ainsi définie, le rassemblement au sens politique du terme prend l'aspect suivant : il ne s'agit pas de rallier « à la classe ouvrière, au prolétariat », les autres couches sociales qui peuvent se reconnaître dans le rassemblement. Il s'agit au contraire de rassembler à la fois « celles et ceux qui subissent le plus directement les conséquences de la crise », mais aussi « les techniciens, les ingénieurs, les cadres », les « agriculteurs qui sont contraints d'abandonner des productions », « de nombreux travailleurs indépendants, artisans, petits commerçants ». Philippe Herzog ira dans la revue qu'il dirige jusqu'aux patrons conscients de l'intérêt national et disposés, à ce titre, à créer des emplois.

L'illustration de cette démarche fut apportée à la tribune du congrès par des dirigeants fédéraux. Au nom

de la défense de l'emploi dans l'électronique en Bretagne ou de la métallurgie du Creusot, le rassemblement est défini comme la mise en marche de couches et classes diverses, juxtaposées dans la même manifestation, et défendant le tissu industriel régional. Le délégué de Lannion fit état de la peine qu'il eut à convaincre les militants de sa fédération pour qu'ils acceptent de défilier dans un cortège avec le RPR ! Pareille démarche avait conduit des ouvriers des chantiers navals de La Seyne à quitter la manifestation, en raison de la présence des élus de droite derrière une banderole les identifiant.

La démarche du NRPM relativise en même temps tout débouché politique central. « Comment envisageons-nous d'accéder au pouvoir ? » demande Marchais dans son rapport. Et de répondre que les élections et le vote communiste sont importants, mais que le mouvement populaire doit avoir la primauté. Ce primat n'implique pas de « mésestimer les exigences spécifiques du calendrier électoral » ni de « renvoyer toute possibilité de déboucher au niveau de l'Etat à un avenir lointain ». En positif, « cela veut dire rassembler, jour après jour, rassembler dans l'action pour résoudre tous les problèmes posés. Cela veut dire aussi mener avec conviction et dynamisme toutes les batailles électorales pour le vote communiste... Cela veut dire enfin aborder et résoudre le problème des accords politiques ».

Aucune formule précise ne ressort de l'orientation adoptée. Marchais précisera toutefois : « bien évidemment, lorsque nous évoquons l'ampleur du rassemblement que nous proposons, nous ne pensons pas aux partis de droite... Mais nous nous tournons vers les hommes et les femmes qui ne se reconnaissent pas dans la notion de "gauche" et qui ont néanmoins de puissantes raisons de prendre leur place dans un mouvement diversifié de lutte pour le progrès... » Ainsi le point d'appui d'un rassemblement, excluant un débouché national, fondé sur le rejet de l'union de la gauche, ouvrant ses rangs à des couches et classes sociales diverses, jusque et y compris des gens qui ne sont pas de gauche, sera de plus en plus le cadre régional, ou des parcelles de pouvoir et des lieux d'intervention dans la gestion peuvent être investis.

L'orientation adoptée dément donc les accents « gauche », « anti-capitaliste », remettant en cause l'autolimitation des objectifs de

changement de société présents dans le bilan. L'autocritique du début débouche sur une orientation qui ne repose pas sur la mobilisation ouvrière.

La rupture du monolithisme

Le PCF connaît pour la première fois la rupture décisive d'un monolithisme qu'il avait soigneusement préservé. Un appareil fort de plusieurs dizaines de milliers de permanents eut longtemps les capacités de maintenir son unité interne et de faire passer cette unité pour celle de tout le parti, argument d'autorité suffisant pour museler toute voix discordante. L'efficacité de cet appareil permit des décennies durant à la direction d'exercer un contrôle absolu sur les directions intermédiaires des fédérations, et notamment sur le secteur des cellules et sections d'entreprises, élément fondamental pour lui.

Ce monolithisme est rompu. Les effets des échecs répétés dans le domaine électoral comme dans le domaine social ont suscité une montée des mécontentements des élus aux entreprises. Les intérêts particuliers de ces différents secteurs de l'appareil ne peuvent être conciliés harmonieusement. D'autant que l'inquiétude sur l'avenir même du parti, liée à la perte de crédit de la direction, alimente les tendances centrifuges.

S'il n'est pas apparu un courant d'opposition clairement délimité et constitué, l'ébranlement du haut en bas de l'édifice a été suffisant pour que des bouches s'ouvrent, pour que les porte-parole d'une contestation multiforme ne se rallient pas à la direction au terme du congrès.

Pierre Juquin et Félix Damette ont tenu, à la tribune du congrès, des discours aux nombreux points communs, centrés sur l'autocritique des années passées au gouvernement, sur l'évolution démocratique de la vie interne, sur le refus du repli sectaire du parti. Maintenus au comité central « malgré leurs divergences », selon la formule de conclusion de Georges Marchais, ils ont néanmoins renoncé à défendre une union de la gauche et un maintien au gouvernement qui est en fait le socle de leur position. La direction les a contraints à une ambiguïté certaine dont elle a joué pour dénoncer leur démarche. Tenant compte d'un rapport des forces l'obligeant à ne pas les sanctionner trop durement, le jeu subtil de la direction consista à la fois à les valoriser

— pour montrer à l'ensemble de l'appareil le danger de l'ouverture de divergences permanentes —, et à leur faire porter le poids de la ligne passée d'union de la gauche, afin de démontrer au parti réuni l'ampleur du tournant à prendre.

La brèche ouverte dans le monolithisme ne se circonscrit pas à ces deux intervenants. Elle provient de fédérations entières, homogènes autour de leurs directions départementales, qui ont centré leurs interventions sur les droits démocratiques des membres du parti face à la direction nationale.

Pas plus que Juquin ou Damette, les fédérations de Haute-Vienne et de Meurthe-et-Moselle, du Doubs ou du Puy-de-Dôme n'avançaient d'options alternatives à la ligne de la direction. Elles ont présenté des amendements, votés par une large majorité de leurs conférences départementales, portant surtout sur les droits démocratiques des dirigeants exprimant des divergences. Elles revendiquaient pour elles-mêmes une certaine autonomie de gestion du parti dans leur département. Plus précisément, la fédération de Haute-Vienne défendit par la bouche d'Ellen Constans, ancien député et membre du comité central sortant, le droit de voter le texte présenté par la direction nationale — amendé par la fédération —, puis le texte initial non amendé. La signification d'une telle procédure est claire : opposer un texte amendé au texte initial revient à élire des délégués sur une base spécifique, sur « l'autre texte de résolution », comme l'écrit *l'Humanité*, commentant les travaux de cette fédération.

De multiples interventions au congrès, dont celle de Charles Fiterman, condamnèrent cette pratique qui frisait la revendication du droit de tendance. Par avance, Georges Marchais, dans son rapport d'introduction, avait condamné la formation des délégations sur la base de « sensibilités » correspondant à des positions regroupées sur des amendements.

Malgré le tir du barrage organisé par la direction, le secrétaire général de la fédération de Haute-Vienne, intervenant de la salle, ne renia pas cette manière de débattre qui fut pratiquée à la satisfaction générale des membres de sa fédération.

La fédération de Corse-du-Sud mena un autre débat, dont l'écho ne fut pas négligeable dans le congrès. L'amendement qu'elle déposa s'attira les foudres de Paul Laurent, responsable de la commission de la résolution. « Nul ne peut être écarté d'un poste de responsabilité au motif qu'il

aurait défendu dans les organismes de direction auxquels il appartient ou dans la presse du parti un point de vue différent », expliquaient les délégués de Corse-du-Sud. Malgré le refus de la direction d'intégrer cet amendement, le débat continua. Martial Bourquin, secrétaire général de la fédération du Doubs, renchérit. Pour lui, un dirigeant ayant exprimé des positions particulières pouvait prétendre au renouvellement de son mandat.

Dès lors, la transaction intervenue entre la direction nationale et les directions fédérales s'explique mieux. L'échange se fit entre la ratification par le comité central des directions départementales élues et le renoncement à leur poste dans cette instance de membres contestataires. Cette transaction est à double tranchant. Le bureau politique réussit à isoler trois contestataires, Marcel Rigout, Pierre Juquin et Félix Damette, qui se retrouvent seuls au comité central puisqu'une dizaine de dirigeants fédéraux, comme Ellen Constans, François Asensi (Seine-Saint-Denis) ou Alain Amicabile (Meurthe-et-Moselle) ne sont pas réélus.

En revanche, se crée dans les fédérations ayant pris des positions particulières une situation inédite. La Haute-Vienne, qui dispose d'un quotidien diffusé dans plusieurs départements limitrophes, apparaît comme une véritable place forte. En Seine-Saint-Denis trois fidèles de la direction sont promus au comité central, mais François Asensi demeure secrétaire général. La fédération du Doubs se verra mise en tutelle, tandis que le ralliement de Roland Favaro à la direction créera des tensions importantes au sein de la fédération de Meurthe-et-Moselle.

Beaucoup reste donc à faire pour la direction groupée autour de Georges Marchais à l'issue du congrès. Le critère d'élection au comité central a été la fidélité absolue à cette direction là. Les cadres accédant au CC n'y parviennent ni sur une ligne politique nouvelle pour laquelle ils auraient combattu, ni sur une reconnaissance particulière par les militants de leurs capacités propres. Le nouveau comité central est composé essentiellement de militants à l'estomac suffisamment solide pour digérer sans mot dire tous les zigzags passés, et pour admettre tous les inconvénients liés à une politique de repli du PCF. Cette méthode de composition de la direction ne lui confère pas le crédit nécessaire à la conquête d'une autorité perdue sur le

parti et son secteur ouvrier notamment.

Trois grosses sections ouvrières ont mêlé leurs voix au débat en cours dans le congrès. La section des usines Michelin de Clermont-Ferrand se fit remarquer par son délégué, volant au secours de Pierre Juquin au nom de la démocratie. Il dénonça une tribune de congrès qui n'organisait le débat dans la salle qu'après le discours des contestataires, et les méthodes consistant à faire dire à Juquin ce qu'il n'avait pas dit. « *Tout le monde n'a pas cinq heures pour s'exprimer* », lâcha-t-il à l'endroit de Georges Marchais.

La section des usines Peugeot-Sochaux reprocha au parti de n'être pas sorti plus tôt du gouvernement. Quant au secrétaire de la section de Renault-Billancourt, il paya de sa place au comité central, au profit du dirigeant CGT de Billancourt, son flirt avec les rénovateurs.

Des fédérations entières, des cellules ouvrières ont donc traversé le congrès sans faire, à son terme, un quelconque serment d'allégeance à la direction. La mise en œuvre du nouveau rassemblement populaire majoritaire peut-il parvenir à colmater les brèches apparues lors du XXV^e congrès ?

Faiblesses de la nouvelle ligne

L'hypothèse non avouée de la direction du PCF est celle du retour de la droite en 1986. Pour redresser la parti, la direction se met en position d'attente. Le PS, désormais seul au gouvernement, usera rapidement son crédit électoral. Le retour de la droite redistribuera les cartes d'une nouvelle situation politique, le PCF aura eu le temps de faire oublier son passage au gouvernement en faisant porter toute la responsabilité du désastre de la gauche au seul PS. Il aurait ainsi les coudées franches pour entamer un nouveau cycle politique où les compteurs seraient remis à zéro. C'est ce calcul que visait Pierre Juquin dans son intervention au congrès quand il rappelait que « *l'histoire ne repasse pas les plats deux fois* ». Beaucoup plus à l'aise dans l'opposition, le PCF s'extrait de la situation politique pour attendre ces changements dans lesquels il n'entend intervenir que par le discours et le commentaire.

Le repli qu'il vient d'officialiser lors de son congrès consiste à enlever toute perspective de débouché poli-

tique, par les urnes ou par la grève générale. Le mouvement intitulé « nouveau rassemblement populaire majoritaire » ne vaut que par le but de le construire. Rien n'est indiqué quant à son objectif final.

L'horizon est donc celui d'une vis sans fin. Appliquée à la crise du capitalisme, cette vision risque d'être bien peu convaincante pour la base ouvrière du parti. Le nouveau rassemblement populaire majoritaire est sous-tendu par une vision mystificatrice de la crise du mode de production. A la fois crise de surproduction et de suraccumulation de capital, elle n'est prise que sous l'angle des effets de cette crise de suraccumulation, à savoir l'accroissement de la spéculation due à la masse de capitaux non investis dans la production. Le capitalisme n'est critiqué qu'à la marge, sous l'angle de l'anarchie de la production, des gaspillages qui en résultent. Cette thèse a pour fonction de couvrir l'idée que la rupture globale avec ce mode de production n'est pas nécessaire, qu'il convient de rationaliser les structures et le processus de production pour sortir de la crise. Le PCF à cet égard prétend se passer d'une démonstration décisive au crédit de ses propositions. En quoi un investissement massif des capitaux détournés pour la spéculation et l'appropriation individuelle (les grandes fortunes) vers les secteurs industriels français, en quoi une gestion tournée vers les échanges franco-français de produits fabriqués dans le pays, seraient-ils créateurs d'emplois ? Les patrons français, même encadrés par des comités de surveillance ayant accès au chapitre des investissements, seraient d'abord motivés par l'espérance de profit à court terme. Comme leurs congénères, ils tenteraient de rentabiliser au plus vite les capitaux investis par une exploitation renforcée, par l'achat au plus bas taux possible de la force de travail, par l'économie la plus massive possible d'emplois et par leur précarisation.

Une perspective de relance de la production, qui fonde toute l'analyse du PCF, ne tient pas compte de la surproduction de marchandises, exprimée sous forme de surcapacités de production. Toute politique de relance de la croissance ne peut, dans le mode de production actuel, qu'être fondée sur une défaite sociale de la classe ouvrière. La relance américaine, notamment dans l'automobile, s'est faite au prix du cassage systématique des emplois stables et protégés, et par la réembauche des

mêmes ouvriers sur la base d'emplois précaires, moins payés, qui concentrent pourtant plus de tâches à un poste de travail automatisé.

La thèse du PCF en matière de nouveaux critères de gestion relève d'un mythe, celui d'une issue à la crise faisant l'économie d'un affrontement central entre les classes. La classe capitaliste n'entend ni partager son pouvoir de décision avec les travailleurs ni esquiver la nécessité absolue de baisser ses coûts de production par la baisse du prix de la main-d'œuvre et par la précarité d'un emploi adapté aux carnets de commandes et aux espérances de profit. Le PCF va donc fourvoyer les travailleurs, à Renault comme à Creusot-Loire, dans la chimie comme dans l'électronique, vers des contre-propositions industrielles qui ne sauvegarderont pas les emplois et qui seront considérées avec ironie par un patronat gardien de l'unité de commandement dans l'entreprise.

Face aux effets de la crise sur l'emploi, le PCF se profile de biais, prêt, comme il le fit à Talbot et à Citroën, à accepter le sacrifice d'emplois au nom du sauvetage de l'entreprise. Il se limitera, à l'instar d'un syndicat responsable, à intervenir pour amoindrir les effets sociaux les plus durs de la mutation industrielle.

Si le rassemblement anticrise, nom affectueux donné au NRPM, n'est qu'une chimère, le cadre d'alliance prévu pour le remplir ne

vaut guère mieux. Vouloir mêler dans un même rassemblement petits et moyens patrons, ouvriers et cadres, petits commerçants et artisans, et sceller ce rassemblement par l'idée d'un intérêt national commun à défendre, c'est feindre de croire que les contradictions de classes ne s'aiguisent pas mais s'émeussent en période de crise. Le ralliement des couches périphériques à la classe ouvrière se fait au nom du plus fort, du plus décidé, du plus actif. Il n'y a pas de juste milieu quand les petits patrons sont menacés de faillite et les ouvriers menacés de chômage. L'intérêt national, carrefour des intérêts de chacun et de tous à la fois, n'est qu'une vue de l'esprit.

En quoi un militant ouvrier, ayant fort mal supporté que son parti cautionne des mesures d'austérité au gouvernement, est-il aujourd'hui mieux armé pour lutter contre la crise ? Le PCF a tenté de faire croire qu'il rompait « à gauche du PS ». La confédération syndicale qu'il contrôle, la CGT, avait le rôle d'accréditer cette idée par le thème de la grève générale. Ce devait être bien grave, cette rupture... au point que Henri Krasucki envisage la grève générale... Tel était le réflexe recherché par l'appareil. Ceux qui ont gobé trop vite la manœuvre en sont pour leur naïveté. Le PCF ne prépare pas un troisième tour social après les législatives et la présidentielle de mai 1981. Occupé à tenter de refermer ses

plaies internes, il organise un repli d'autant plus criminel qu'il n'est motivé que par des raisons d'auto-défense et de survie.

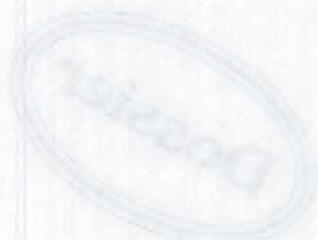
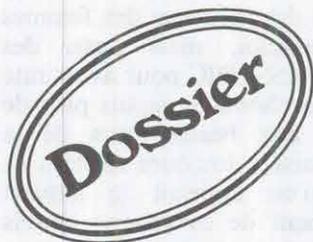
Face à la montée du chômage et des attaques anti-ouvrières, le dispositif du repli désarme, démobilise les militants ouvriers du PCF. Lequel d'entre eux est capable d'exposer cette ligne devant une assemblée générale de travailleurs, et de montrer que ça marche, que c'est efficace contre les licenciements ?

La seule connotation gauche conférée au NRPM résulte de la division, de la polémique avec le PS. Attaquer la social-démocratie pour sa gestion loyale des affaires du capitalisme, c'est émailler le nouveau discours du PCF d'un vocabulaire dénonciatoire anticapitaliste. Dans le genre, il excelle. Les conséquences pratiques risquent d'être bien décevantes. Car la ligne de repli, qui suppose la division avec le PS et quelques succès acquis au nom de la nouvelle orientation, n'est pas assurée de réussir. Le PCF n'est-il pas tombé dans l'opinion ouvrière sous le seuil de crédibilité nécessaire à son redressement ? Tout semble indiquer que les effets du débat qui vient de le traverser ne sont pas épuisés. Tout semble indiquer une résistance ouvrière interne à la ligne du NRPM. Et, au fond, le PCF peut-il espérer reconstruire son audience sur la base d'une défaite électorale et sociale dont il est d'ores et déjà tenu en partie pour responsable ?



20 pages, 10 francs

**En vente
à la librairie La Brèche
et auprès
des militant(e)s**



Les fruits secs de l'austérité

Michel DUPONT

LA politique de rigueur instaurée en juillet 1982 commence à remporter d'éclatants succès et les indices économiques évoluent presque tous vers le beau fixe : c'est ce qu'affirment les responsables gouvernementaux, au premier rang desquels — on les a vus s'autoféliciter à la télévision en janvier — Mitterrand et Fabius. Les dirigeants du PS, pour leur part, ont déclaré lors du dernier comité directeur percevoir « des frissons dans l'opinion publique », une opinion qu'ils estiment impressionnée par les premiers succès de la politique de rigueur. Ralentissement de l'inflation (de 14 % en 1981 à moins de 7 % en 1984), rétablissement de l'équilibre de la balance des paiements, maintien du franc face au mark, croissance de l'investissement pour la première fois depuis 1981 : la Bourse a encore connu de beaux jours en 1984 après une année 1983 exceptionnelle. Les milieux financiers ne pouvaient pas décerner de meilleur brevet de bonne gestion au gouvernement. Mais la rigueur de l'hiver, avec le lamentable spectacle des soupes populaires et des stations de métro bondées à minuit est venu montrer le vrai visage de la politique de Mitterrand.

Qui paie vraiment la rigueur ?

A cette question « qui paie vraiment la rigueur ? » posée dans son édition du 25 janvier, *l'Express* répond : d'abord les entreprises, puis les cadres supérieurs et les chômeurs.

Les entreprises ? Il faut une bonne dose de cynisme pour les plaindre, quand l'INSEE annonce dans sa dernière note de conjoncture que la part des profits dans la richesse créée (la « valeur ajoutée ») va retrouver en 1985 son niveau historique de 1969 (plus de 30 %, après avoir stagné à 25 % de 1975 à 1982 !).

Les cadres supérieurs ? Il est vrai que, d'après les chiffres du ministère du Travail, le salaire moyen des cadres a perdu 0,4 % de pouvoir d'achat par an de 1979 à 1984, alors que le salaire moyen de l'ensemble des salariés conservait à peu près son pouvoir d'achat... En ajoutant l'effet de l'impôt direct, dont les barèmes ont effectivement été alourdis pour les hauts revenus, le CERC (1) a calculé qu'un couple de cadres supérieurs avec deux enfants avait perdu 3 % de pouvoir d'achat en 1982, et 2,6 % en 1983, alors qu'un couple d'OS aurait eu + 0,7 % et 0 % ces

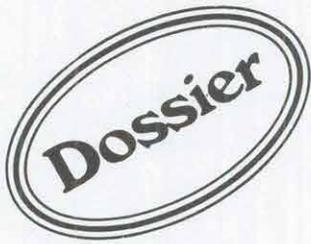
années-là ; pour 1984, les statistiques du ministère du Travail ne sont pas encore publiées. De là à crier famine quand on gagne en moyenne plus de 16 000 francs par mois...

Mais ces chiffres qui font hurler la CGC reflètent mal l'évolution des revenus des cadres, pour deux raisons majeures. D'abord l'évolution du salaire moyen des cadres sous-estime la hausse des salaires moyens individuels réellement perçus : en effet, chaque année, la catégorie « cadres » se gonfle de jeunes diplômés dont les salaires de débutants font baisser la moyenne de la catégorie et masquent, par un pur effet statistique, les augmentations des salaires des cadres du haut de l'échelle. L'union confédérale des cadres CFDT a ainsi démontré, en suivant les salaires d'un échantillon constant de ses adhérents sur dix ans, que chaque cadre s'en tirait beaucoup mieux que le chiffre officiel du salaire moyen ne semblait l'indiquer : la carrière d'un ingénieur ou d'un directeur est plus ascendante que celle d'un OS.

Deuxième raison d'espérer pour les cadres : depuis trois ans, les revenus de leurs actions et de leurs obligations ont suivi la flambée des cours de la Bourse. Selon *l'Express*, « entre juin 1981 et décembre 1984, 100 francs placés en obligations à taux fixe sont devenus 200 francs ; placés en actions, ils sont devenus 236 francs ! » Voilà de quoi mettre du baume au cœur, quand on sait que pour un ménage de cadres supérieurs, ces revenus représentent déjà 35 000 francs par an en moyenne en 1981 (chiffre : CERC).

Les cadres sont donc moins à plaindre qu'on veut bien le dire. Si certains ont quelques raisons de se lamenter, c'est peut-être parce qu'ils sont les victimes de la nouvelle mode à laquelle s'adonnent de plus en plus les directions d'entreprises : l'individualisation des salaires. Pour « motiver » et « récompenser » leurs meilleurs poulains, les patrons les gratifient de plus en plus d'augmentations « au mérite » et d'avantages en nature plus ou moins occultes. Austérité oblige, ces petits cadeaux sont prélevés sur une masse salariale strictement contenue, et viennent donc en déduction du pouvoir d'achat des moins méritants.

Selon un cabinet de conseil en gestion, Hay France, les entreprises accorderont en 1985 4,5 % d'augmentation générale, et 2,2 % d'augmentations individuelles réservées aux cadres les plus dynamiques. Dans certaines entreprises « de pointe », ce système s'applique non seulement aux cadres mais



aussi aux ouvriers : chez Proclain, à Montceau-les-Mines, la masse salariale augmentera de 4,5 % en 1985, dont 2 % réservés à la moitié la plus « performante » du personnel : les équipes sont directement mises en rivalité par ce nouveau système. Cela ressemble alors fortement à un retour en force de la rémunération au rendement sous des formes plus « modernes ».

Quoi de plus cohérent avec la recherche systématique de la flexibilité que de vouloir lier le salaire du travailleur à la performance de l'entreprise ? Tout est bon pour diviser les travailleurs. Chotard recommande dans une circulaire interne au CNPF (22 novembre 1984) qu'« *une plus large part [soit] attribuée dans la détermination des salaires à la performance et au mérite* ». Nul doute qu'il sera entendu.

Les vraies victimes

La vague de froid du début janvier a au moins eu le mérite, macabre mais indiscutable, de montrer que la « nouvelle pauvreté » n'est pas une lubie de journaliste en mal de copie, mais une réalité dramatique. Par milliers (aucun décompte précis ne semble avoir été fait, sans doute pas par hasard), rien que dans la région parisienne, des personnes démunies ont dû recourir à la charité publique pour survivre. L'irruption de scènes dramatiques dans les foyers via la télévision — tels ces chômeurs des soupes populaires sanglotant et suppliant qu'on leur donne n'importe quel travail — a certainement plus impressionné les Français que le rétablissement du commerce extérieur.

Presque aussi choquant était le spectacle des responsables gouvernementaux et patronaux ou même de Bergeron, venant verser leur larme et appeler à la solidarité : moins d'un an auparavant, les mêmes envoyaient ces chômeurs à la misère en signant l'accord du nouveau régime d'indemnisation du chômage instauré en avril 1984, un accord qui réduisait la durée et le montant des allocations !

En août 1984, 423 000 chômeurs percevaient en tout et pour tout quarante francs par jour (au titre de l'allocation de fin de droits ou de l'allocation de solidarité) ; parmi ceux-ci, 43 000 avaient plus de cinquante ans, et très souvent une famille à faire vivre. Près d'un million d'autres chômeurs (934 000

exactement) ne touchaient strictement rien des ASSEDIC : il s'agit surtout des jeunes et des femmes cherchant un premier emploi, mais aussi des chômeurs « radiés » par les ASSEDIC pour avoir raté une convocation ou être au chômage depuis plus de deux ans. Certes, même aux beaux jours de la croissance, la société française a toujours rejeté à sa marge des « exclus », qu'on appelait le « quart monde ». Mais le gonflement de ce groupe depuis deux ans a bien évidemment un rapport direct avec l'aggravation du nombre de chômeurs, de la durée du maintien au chômage (près d'un an en moyenne en 1984), et de la réduction des allocations de chômage. Le décret Bérégovoy de novembre 1982 et la réforme d'avril 1984 ont fait chuter de 20 % l'allocation moyenne... et retiré toute allocation à plus de 300 000 chômeurs. Ces derniers temps, les socialistes ont mis une sourdine à leur refrain habituel sur la « rigueur-de-gauche-dans-la-justice-sociale »...

Autres catégories durement touchées par l'austérité : les retraités et préretraités. Certes, l'annonce par Fabius du paiement mensuel des retraites est une bonne nouvelle ; mais elle ne fera pas oublier la baisse de 10 % du montant moyen des préretraites entre 1982 et 1983 (d'après le CERC). Et surtout, cela ne consolera pas les nouveaux « bénéficiaires » de la retraite à soixante ans : cette grande « conquête sociale » aboutit à remplacer dès soixante ans la préretraite (qui valait 70 % du dernier salaire brut) par une retraite d'un montant nettement moins élevé. Le gouvernement publie volontiers le coût de la réforme pour les régimes de retraite (six milliards de francs par an), mais oublie de dire combien l'UNEDIC (le régime d'assurance-chômage, qui versait les préretraites) a économisé. Comme le dit pudiquement le CERC, « *il est encore trop tôt pour juger de l'ampleur des transferts de charges entre régime d'indemnisation du chômage et régimes d'assurance-vieillesse* ». Ajoutons quand même qu'il paraît probable que l'UNEDIC ait réalisé une économie nettement supérieure à la charge nouvelle des régimes de retraite. Une conquête sociale qui fait perdre de l'argent aux travailleurs concernés, alors qu'ils étaient déjà de toute façon exclus de leur emploi par la préretraite, voilà une innovation de la gauche.

Les nouveaux pauvres, les chômeurs, les vieux... Est-ce à dire que les salariés, eux, sont privilégiés ? L'INSEE répond par trois chiffres (2) : en 1983, la masse salariale nette a baissé de 0,9 % en pouvoir d'achat ; en 1984, la chute a été de 2,6 % ; pour les six premiers mois de 1985, la prévision officielle est de moins 1 %. Cette baisse du revenu salarial provient de la chute des effectifs salariés : 1,2 % des emplois disparaissent chaque année dans le torrent de la modernisation. Comme les salariés qui restent ne préservent plus leur pouvoir d'achat (le salaire horaire ouvrier a perdu 1 % en 1984, et le SMIC a strictement maintenu son pouvoir d'achat), on comprend que, selon l'INSEE, « *les revenus salariaux restent orientés à la baisse* ».

Oui, répond Bérégovoy, mais les prestations sociales augmentent. C'est vrai. Mais à cause des allocations de chômage dont la masse croît avec l'augmentation du nombre de chômeurs (et malgré la chute de l'allocation moyenne) ; et en raison des dépenses de maladie qui ont cependant beaucoup

ralenti avec l'instauration du rationnement budgétaire des hôpitaux et du « forfait hospitalier » de vingt et un francs par jour par malade.

Le CERC indique malgré tout que certains ne s'en tirent pas mal : les bénéficiaires des patrons d'hôtels, cafés, restaurants, auraient crû de 20 % (en pouvoir d'achat !) de 1980 à 1983 ; ceux des garagistes de 16 %, tout comme ceux des coiffeurs. Les petits commerçants de l'alimentation n'avaient pas non plus à se plaindre. Mais l'année 1984 a été très mauvaise pour le commerce, suite à la chute de la consommation des ménages. La consommation de produits industriels a en effet reculé de plus de 2 %, chiffre sans précédent depuis 1958.

La baisse des impôts

La grande affaire de 1985, ce n'est plus la justice sociale ou la reconquête du marché intérieur (qui s'en souvient ?) : c'est la baisse des impôts. « *Moins d'impôts, c'est plus d'initiatives, plus d'emplois.* » Votre feuille de déclaration de revenus l'affirme, négligeant, entre parenthèses, que cet argument incite indirectement le bon citoyen à la fraude fiscale... Mais derrière le bluff honteux sur les créations d'emplois, l'intention de Mitterrand est directement politique. Il vise à ramener à lui des couches moyennes et supérieures salariées, base sociologique « naturelle » du PS et pivot des alliances qu'il voudrait mettre en place après les législatives de 1986. Sous la pression de l'offensive libérale venue de l'Ouest, il donne des gages très concrets de bonne volonté à des catégories sociales qui, bien que n'appartenant pas toutes à la bourgeoisie, ont tendu à s'en rapprocher idéologiquement depuis mai 1981.

La droite a beau dénoncer la « manipulation » et le « trucage » de la baisse de l'impôt, celle-ci est — malheureusement — bien réelle. La baisse de 5 % de l'impôt sur le revenu coûtera dix milliards de francs à l'Etat, et la suppression du 1 % pour la Sécurité sociale douze milliards. Certes, l'augmentation du téléphone, qui a fait tant de bruit, coûtera 1,3 milliard aux ménages et celle de la taxe sur les produits pétroliers 6,2 milliards, mais au total, l'économie d'impôts et taxes sera de près de quinze milliards pour les particuliers. Les entreprises elles aussi toucheront les bénéfices de cette mode reaganienne, puisque l'allègement de la taxe professionnelle leur rapportera plus de dix milliards de francs.

Par quel mécanisme ces mesures pourraient-elles aboutir à des créations d'emplois ? Les principaux bénéficiaires des allègements d'impôts sont les ménages les plus aisés, ceux qui, du fait de la progressivité du barème de l'impôt sur le revenu, payaient le plus. Peut-être avec cet argent frais vont-ils embaucher des domestiques, selon le schéma préconisé par Alfred Sauvy dans son livre *la Machine et le chômage...* Du côté des créations d'emplois par les entreprises, bien qu'il soit maintenant amplement démontré que l'investissement industriel ne sert qu'à supprimer des emplois dans une période de stagnation de la production, « *il est permis de rêver* », commente

J.-N. Gurviez, goguenard, dans *l'Expansion* du 11 janvier.

En fait, aucun espoir n'existe à moyen terme d'une réelle amélioration de l'emploi : le rythme des destructions d'emplois dans l'industrie va se maintenir (environ 140 000 par an), alors que les créations d'emplois dans les services se sont quasiment taries depuis deux ans (seulement 28 000 en 1984). Jean Poperen expliquait sans honte à « L'heure de vérité », le 11 février, que le gouvernement avait maintenant accumulé les moyens de lutter contre le chômage et d'inverser la tendance. Sauf manipulation statistique de grande ampleur (cf. plus bas), c'est exclu pour le moment.

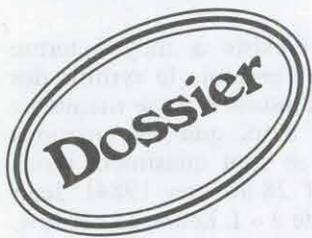
La contrepartie de cette diminution purement politique des impôts est évidemment une restriction des dépenses publiques : l'INSEE prévoit explicitement trois mille suppressions de postes de fonctionnaires et deux mille aux PTT, une diminution des interventions économiques et sociales de l'Etat (les interventions aux entreprises en difficulté) et de ses investissements. Autant dire que la situation du bâtiment et des travaux publics, déjà catastrophique, risque d'empirer puisque ces industries travaillent beaucoup sur commandes publiques. Le gouvernement préparerait des mesures d'allègement des cotisations sociales pour ces secteurs : à quoi bon s'il n'y a rien à construire ? De plus, ces mesures s'ajoutant à la suppression du 1 % pour la Sécurité sociale, le déficit de celle-ci va revenir en force dès la fin 1985. Il y a gros à parier que les salariés le combleront une fois de plus par une hausse des cotisations...

Une austérité stérile

Ce n'est pas noircir exagérément le tableau que de constater que la situation de la classe ouvrière n'a jamais été aussi mauvaise depuis le début de la crise : de ses secteurs les moins organisés et traditionnellement fragiles, jusqu'aux bastions de la première vague d'industrialisation (charbon, sidérurgie), une véritable insécurité règne aujourd'hui, celle du chômage et de la misère. Même les secteurs de pointe, prétendument créateurs d'emplois, connaissent des licenciements comme chez Bull. Selon *l'Expansion*, « *une entreprise sur deux annonce des dégraissages en 1984 et encore en 1985 ; l'évolution de l'emploi devient dramatique* ».

S'agit-il d'une purge, certes violente et douloureuse, mais qui permettrait de repartir ensuite sur des bases saines, de retrouver croissance et plein emploi ? Les médias vantent l'exemple américain, où la plus sévère récession depuis la guerre (1980-1982) a été suivie de la plus forte reprise (1983 : + 3,7 % du produit intérieur brut ; + 7 % en 1984), avec une rechute du chômage à son niveau d'avant la récession. Mais comme le démontre Christian Barsoc dans *les Lendemain de la crise*, le mécanisme de cette reprise la rend non seulement éphémère, mais aussi absolument inimitable par d'autres pays puisqu'elle repose sur la domination du dollar sur l'économie mondiale.

Pour la France, seule une reprise de la croissance de la production d'au moins 3 ou 4 % par an per-



mettrait de stabiliser, puis de commencer à réduire le chômage en quelques années. A moyen terme, trois raisons majeures rendent cette éventualité extrêmement improbable : la détérioration de la position concurrentielle du capitalisme français, le poids de l'endettement extérieur et la nécessité de stopper son aggravation, la faiblesse de la demande interne qui bloque la reprise de l'investissement.

Le capitalisme français va mal

Derrière le chemin de croix des politiques économiques bourgeoises depuis dix ans, se trouve la mauvaise position du capitalisme français dans la division internationale du travail. Pour schématiser, rappelons que la France, bien que pays riche, achète des produits stratégiques et sophistiqués à la RFA (machines) et aux USA (ordinateurs) ; qu'elle vend des produits relativement banals (automobiles, produits agricoles) à des clients souvent peu solvables (pays du tiers monde en pleine crise financière, comme l'annulation du contrat du métro de Lagos par le Nigeria vient de le rappeler).

Dans la première phase de l'onde longue dépressive révélée en 1974, le recyclage des pétrodollars vers les grands pays semi-industrialisés d'Amérique latine et d'Extrême-Orient a été relativement favorable aux capitalistes français. En effet, le système financier international prêtait massivement aux clients traditionnels des entreprises françaises spécialisées dans l'ingénierie, les travaux publics, les matériels de transport et l'armement. Ces points forts de l'industrie française exportaient donc sans trop de difficultés. Mais avec l'ère Reagan ouverte en 1980, les USA s'engagent dans une politique de taux d'intérêts très élevés afin d'attirer les capitaux du monde entier et de restaurer leur puissance financière. Les grands pays endettés du tiers monde doivent corrélativement se soumettre à des politiques d'austérité dictées par le FMI, qui font chuter brutalement leurs importations : car le crédit international est devenu trop cher et le poids de la dette trop lourd pour continuer à emprunter. Les débouchés d'une bonne part de nos industries ex-

portatrices se trouvent ainsi structurellement fragilisés.

Ainsi la reprise de 1983-1984, dont l'épicentre se trouve aux USA, a moins profité à la France (qui exporte traditionnellement assez peu vers les USA) qu'à la RFA et au Japon. Les exportations françaises ont certes progressé de 5,5 % en volume en 1984, mais le commerce international a crû de presque 8 %. Cela veut dire que les parts de marché de la France au niveau international ont baissé lors de la reprise. Les industriels français, à l'abri de la hausse du dollar et pour compenser un marché intérieur déprimé, ont augmenté leurs prix à l'exportation de plus de 10 %. Résultat : des profits juteux, certes, mais une compétitivité amoindrie à terme. Au prochain retournement de la conjoncture mondiale (fin 1985 ou en 1986), il faudra en payer les conséquences sur le niveau des exportations.

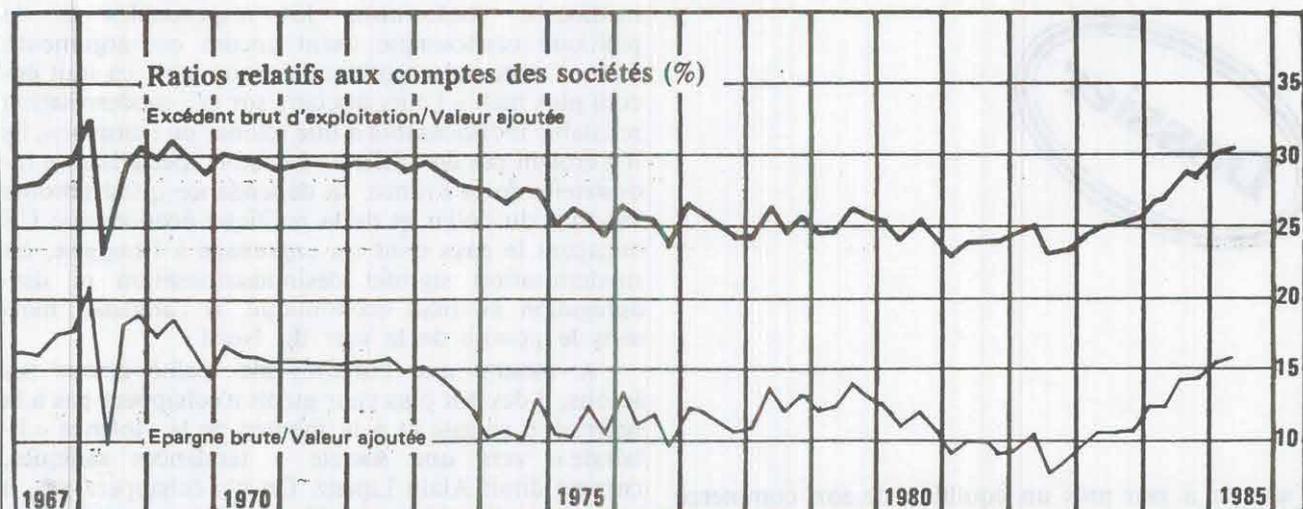
D'autre part, la spécialisation industrielle du pays ne s'est pas améliorée depuis quatre ans : le « plan d'action pour la filière électronique » de Chevènement a piteusement disparu et la principale firme française d'informatique, Bull, périclité. Le plan de câblage des villes (qui devait mettre l'industrie française des télécoms à la pointe de la compétition internationale) a du plomb dans l'aile, faute de clients potentiels et de financement. La coopération européenne en matière de technologies nouvelles n'a guère progressé. La fameuse « modernisation » reste largement un slogan.

Le blocage de l'investissement

La part des profits dans la valeur ajoutée est en train de battre des records historiques, mais l'investissement ne suit pas : en 1984, il n'a augmenté que de 0,5 % en volume et l'INSEE prévoit un petit 2 % en 1985. Pourtant les sociétés privées ont connu un mini-boom de leurs investissements en 1984 (+ 9 %) ; mais en même temps, les entreprises nationalisées les réduisaient considérablement pour limiter les déficits (recul de 6 % de l'investissement en 1984), et le bâtiment continue de s'effondrer (-7 % en 1984) (3).

Curieux paradoxe : le secteur nationalisé, présenté naguère comme le fer de lance de la modernisation, se traîne aujourd'hui loin derrière un secteur privé euphorique !

Euphorie provisoire d'ailleurs, la reprise de l'investissement privé se ralentissant nettement dès 1985 (+ 3 %). En effet, cette reprise n'a concerné jusqu'ici que les biens d'équipement. Après quatre années de désinvestissement (chute de 15 % entre 1980 et 1983) les entreprises ont besoin de remplacer des machines devenues démodées. A l'occasion de réduction d'effectifs, elles achètent donc des machines plus performantes qui permettront de produire autant avec moins de personnel. C'est ce qu'on appelle l'investissement de productivité, intrinsèquement dévoreur d'emplois. Pour être durable, cette reprise ne peut en rester là, mais devrait se transformer en accroissement réel des capacités de production. C'est ce maillon qui manque pour qu'on puisse envisager



Le retour à des records de profitabilité.

aujourd'hui un vrai redémarrage de la dynamique capitaliste en France.

La raison fondamentale est le carcan que la politique de rigueur fait peser sur la principale composante de la demande interne, la consommation des ménages. L'INSEE prévoit un nouveau recul de la demande interne de produits industriels (- 0,5% au premier semestre 1985). Les patrons, pour investir, n'exigent pas seulement des profits confortables. Il leur faut aussi l'espoir de vendre le surplus de production. Faute de cet espoir, que font-ils de l'argent dont ils disposent ? Comme n'importe quel épargnant, ils le placent sur le marché financier en achetant des actions, des obligations, et divers produits financiers nouveaux que Bérégoïov vient de mettre à leur disposition.

« Les liquidités détenues par les sociétés enregistrent une progression sensible (...); les excédents de trésorerie des entreprises semblent être à l'origine de l'explosion des SICAV et des fonds communs de placement à court terme (4) », écrit l'INSEE. En effet, quand les risques de mévente semblent plus grands que jamais, et quand la Bourse et le marché financier offrent des taux de rémunération particulièrement alléchants, quel bon gestionnaire risquerait ses capitaux dans un investissement de capacité ? Cet afflux d'argent vers la Bourse entretient d'ailleurs la hausse des cours. Il n'y a donc pas de raison que le mouvement s'arrête. Ce que les économistes du PCF appellent les « gâchis financiers » correspond à cette réalité, bien que du point de vue du bon gestionnaire capitaliste, il s'agisse de tout, sauf d'un gâchis...

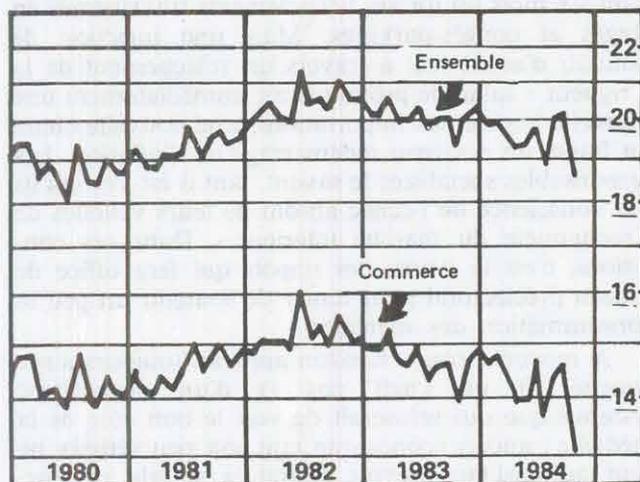
Le poids de la dette

La troisième contrainte qui bloque durablement l'économie française, c'est le poids de la dette extérieure accumulée depuis 1975 mais surtout depuis 1981. Le gouvernement ne peut absolument plus se permettre d'augmenter cette dette (qui atteint 500 milliards de francs, déduction non faite de ce que

l'extérieur nous doit). Pourquoi cet impératif ? Simplement parce qu'en 1984, la France a dû déboursier 40 milliards de francs pour payer les intérêts de cette dette, et 24 milliards pour en rembourser une partie. En 1985, les chiffres seront respectivement de 47 milliards et 33 milliards. Cette charge a été multipliée par quatre depuis 1981. Cela signifie que, même si le commerce extérieur revient à l'équilibre (comme c'est le cas en 1984 grâce à la fragile combinaison d'une récession intérieure et d'une forte croissance des exportations), le pays continue à s'endetter... pour payer son ancienne dette.

Le phénomène classique de l'endettement boule de neige que connaissent bien les pays d'Amérique latine menace également la France. Ce n'est pas là un épouvantail commode qui servirait uniquement à justifier une austérité interminable : à moins de briser net, « à la cambodgienne », toute relation avec le système financier international (ce qui provoquerait d'ailleurs très probablement son effondrement en chaîne), aucun gouvernement ne peut se dispenser de contrôler étroitement son endettement, et donc

La rechute de la consommation de produits industriels.



Dossier

d'assurer à peu près un équilibre de son commerce extérieur.

L'escroquerie intellectuelle à laquelle se livrent le gouvernement et les médias consiste à prétendre que le seul moyen de limiter les importations, c'est l'austérité. Pour empêcher le consommateur d'acheter un appareil photo, un magnétoscope, une Fiat ou du chocolat (tous produits nécessitant des importations), on lui retire par la même occasion les moyens de se payer une Renault ou d'améliorer son logement ! Cette absurde logique résulte du choix délibéré de l'ouverture indiscriminée du pays à tous les vents du libre échange. Le poids de la dette, problème bien réel, ne bloque la croissance que si l'on s'inscrit sans réserve dans le marché capitaliste international en acceptant telles quelles ses règles.

Un engrenage à l'anglaise ?

Quoi qu'il advienne de la reprise américaine — qui semble singulièrement essoufflée (5) — une chose paraît acquise : le capitalisme français ne peut pas se permettre un pas de travers, ni le gouvernement la moindre relance préélectorale. On peut certes s'attendre à une relance : celle de la lutte contre les statistiques du chômage, via les TUC et les congés de reconversion généralisés. Le gouvernement préparerait, selon *Libération*, une spectaculaire mesure de « suspension » des licenciements économiques pendant six mois ou un an, licenciements transformés en stages et congés-parkings. Mais une injection de pouvoir d'achat réel à travers un relâchement de la « rigueur » salariale provoquerait immédiatement une nouvelle hausse des importations, une nouvelle chute du franc, un nouveau redémarrage de l'inflation. Les responsables socialistes le savent, tant il est vrai qu'ils ont conscience de l'échec absolu de leurs vellétés de « reconquête du marché intérieur ». Dans ces conditions, c'est la baisse des impôts qui fera office de cadeau préélectoral pour tenter de soutenir un peu la consommation des ménages.

A moyen terme, l'horizon apparaît toujours aussi bouché. Il ne s'agit pas là d'un pessimisme systématique qui refuserait de voir le bon côté de la médaille : aucun économiste tant soit peu sérieux ne peut aujourd'hui prévoir quand la spirale rigueur-

chômage s'épuisera. S'abritant derrière leur médiocrité conformiste, les responsables de la politique économique osent encore cet argument : « Avec toute autre politique économique, ça irait encore plus mal. » Leurs discours sur la « modernisation préalable indispensable à une relance de l'emploi », ils n'y croient pas eux-mêmes. La faible spécialisation industrielle de la France, sa dépendance quasi absolue vis-à-vis du dollar et de la politique économique US engagent le pays dans un engrenage à l'anglaise, où modernisation signifie désindustrialisation et désagrégation du tissu économique. A l'anglaise, mais sans le pétrole de la mer du Nord.

A mesure que l'impitoyable réalité assène ses leçons, il devient plus clair qu'on n'échappera pas à la régression sociale et à la montée de la violence « libérale » vers une société à tendances sadiques, comme dirait Alain Lipietz. On n'y échappera pas, à moins que le mouvement ouvrier ne prenne les choses en main. Les échéances politique et syndicale de 1985 et 1986 doivent permettre de faire avancer le débat sur les moyens de la rupture avec les intérêts et les conceptions étriquées de la classe dominante, et avec les lois d'airain du marché mondial. L'effondrement des lubies réformistes (la liste serait longue, de la relance par la consommation au traitement social du chômage...), le peu de crédibilité des élaborations sur commande style Herzog, placent les propositions des révolutionnaires sous un jour nouveau aux yeux de nombreux militants critiques.

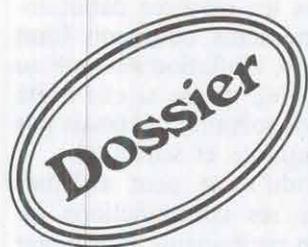
1. Centre d'études des revenus et des coûts, « Constat annuel de l'évolution des revenus », juin 1984 (Documentation française).

2. « Tendances de la conjoncture », note de synthèse, décembre 1984. INSEE.

3. Tous ces chiffres sont en volume, c'est-à-dire déduction faite de la hausse des prix.

4. SICAV et fonds communs de placement sont des portefeuilles d'actions et d'obligations, gérés le plus souvent par les banques, et dont particuliers et entreprises en quête de placements peuvent acheter des parts.

5. Cf. l'article de Claude Julien dans « le Monde diplomatique » de février 1985 : « L'empire du dollar ».



Théorie marxiste

Les crises et les dépressions économiques

Ernest MANDEL

Alors que la « presse économique » pavoise face à la reprise conjoncturelle de l'économie impérialiste, les analystes les plus sérieux du camp bourgeois ne manquent pas de souligner l'accumulation de contradictions profondes (entre autres la crise d'endettement dans les pays impérialistes et dans le « tiers monde »). Ils indiquent aussi la probabilité très grande — si ce n'est la certitude — d'une nouvelle récession en 1986-1987.

Nous l'avons expliqué à plusieurs reprises : nous

sommes entrés dans une longue phase de crise de l'économie capitaliste internationale. Pour le mouvement ouvrier, en comprendre les origines et les implications est vital. C'est dans ce but que nous publions le texte de cette conférence que notre camarade Ernest Mandel a prononcée au printemps 1983.

Texte et introduction sont empruntés à un numéro récent de « la Brèche », hebdomadaire de nos camarades suisses.

MARX n'a pas eu le temps d'élaborer de manière systématique une théorie des crises. Il avait réservé cette élaboration pour un des tomes du *Capital* non rédigé, le tome consacré au marché mondial. Mais dans le tome III du *Capital*, dans les théories de la plus-value, et dans différentes contributions journalistiques descriptives, ainsi que dans leur correspondance, Marx et Engels ont inclus suffisamment de passages traitant du cycle industriel et de la crise pour qu'on puisse parler d'une véritable théorie marxiste des crises, sans solliciter les textes ou falsifier leur pensée.

L'explication marxiste des crises

La théorie marxiste des crises rejette toute conception mono-causale. Les crises ne sont pas dues exclusivement à l'excès de capitaux (suraccumulation) ou, ce qui revient au même, à l'insuffisance de la masse de plus-value produite couramment. Elles ne sont pas dues exclusivement à l'insuffisance de pouvoir d'achat de la part des masses. Elles ne sont pas dues non plus exclusivement à la disproportionnalité entre les deux départements fondamentaux de la production, le département des biens de production et le département des biens de consommation. Toutes ces causes jouent un rôle dans le déclenchement des crises et dans leur reproduction cyclique, mais aucune d'elles ne détermine, à elle seule, l'éclatement régulier des crises.

La raison pour laquelle Marx rejette toute explication mono-causale des crises, c'est qu'il considère le cycle industriel et les crises de surproduction auxquelles il aboutit régulièrement comme inhérents au mode de production capitaliste lui-même. Ce mode

de production est fondé sur la production marchande généralisée. C'est du fait que les moyens de production (y compris la terre) et la force de travail sont devenus des marchandises que découle le rapport capital/travail salarié, c'est-à-dire le mode de production capitaliste.

Or, production marchande généralisée implique le travail non immédiatement social, implique contradiction entre travail privé et travail social, disposition fragmentée des moyens de production (c'est-à-dire propriété privée au sens économique et non purement juridique du terme), fluctuations des investissements dans le temps, contradiction entre valeur d'usage et valeur d'échange, contradiction entre marchandise et argent. De là découle l'opposition fondamentale de Marx à la « loi des débouchés » de J.-B. Say et à des erreurs parallèles de Ricardo. Pour Marx, la production ne crée pas automatiquement sa propre demande, rejet des thèses qui sont reprises par les monétaristes et les « supply-side » économistes aujourd'hui. De même, la demande ne crée pas automatiquement sa propre production, rejet des thèses qui sont reprises par les néo-keynésiens d'aujourd'hui.

La crise prend ses racines dans le fait que les conditions de production de la plus-value n'impliquent pas automatiquement les conditions de sa réalisation (ne coïncident pas automatiquement avec elles).

Dans ce sens, dans le cadre de la théorie marxiste des crises, la crise est à la fois une crise de surproduction de capitaux et une crise de surproduction de marchandises. Dans sa préparation et son éclatement interviennent toutes les contradictions internes du mode de production capitaliste. On peut représenter la crise comme fondamentalement déterminée par la baisse tendancielle du taux moyen de

profit dans la mesure où les fluctuations du taux de profit résument l'ensemble de ces contradictions.

Par son essence même, la crise capitaliste est donc une crise de surproduction de valeurs d'échange. En cela, elle s'oppose aux crises des sociétés pré-capitalistes et aux crises dans les sociétés post-capitalistes, qui sont essentiellement des crises de sous-production de valeurs d'usage. Ces crises y sont combinées, à des degrés divers, avec des phénomènes liés au marché, dans la mesure où la production marchande se développe ou survit dans ces sociétés. En revanche, aussi longtemps que subsiste le mode de production capitaliste, que l'économie continue à être régie par la loi de valeur, les crises de surproduction sont inévitables.

L'explication marxiste de la dépression actuelle

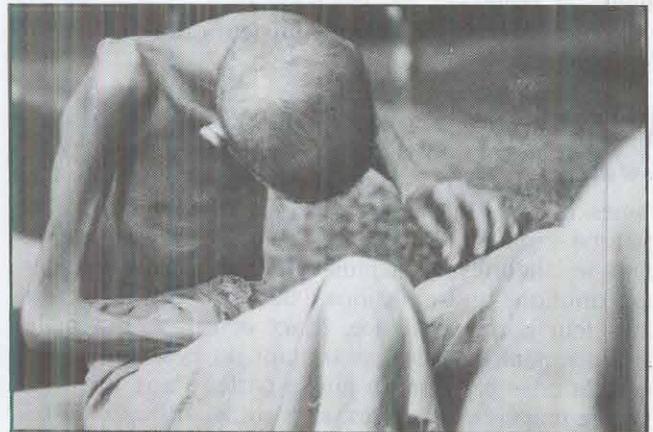
La récession de 1980-1982 a été la vingt et unième crise de surproduction depuis la « naissance du marché mondial pour marchandises industrielles », comme le dit Marx, naissance qui se situe vers 1825. Cela donne une moyenne de durée du cycle industriel de cent cinquante années divisées par vingt et un, c'est-à-dire de sept années et demie, confirmation éclatante d'une hypothèse de Marx. La nature même du cycle industriel implique qu'il n'y a pas de « crise permanente ». Après la récession vient la reprise, même si elle est hésitante, peu profonde, de nature relativement limitée et non-synchronisée. Nous croyons qu'une reprise a déjà commencé en 1983, du moins aux Etats-Unis, en RFA, en Grande-Bretagne, au Canada, de même qu'il y a eu une reprise entre la récession de 1974-1975 et la récession de 1980-1982.

Nous définissons les crises après la Seconde Guerre mondiale — à l'époque du « capitalisme tardif » (Spätkapitalismus) — comme des récessions parce que ce sont des crises combinées avec une inflation permanente qui en atténue partiellement les effets. L'inflation du crédit, c'est-à-dire de la monnaie scripturale, de la « monnaie bancaire », permet de vendre plus de marchandises qu'avec le pouvoir d'achat effectivement créé au cours du processus de production. Elle permet d'accumuler plus de capitaux qu'avec la plus-value effectivement produite au cours du processus de production, et réalisée au cours du

processus de circulation. Malgré toute la démagogie des « monétaristes » et toutes les mesures déflationnistes prises par les gouvernements bourgeois (tant « de droite » que « de gauche »), l'inflation subsiste au cours de l'actuel cycle industriel, même si elle a été réduite par rapport aux années soixante-dix (mais pas par rapport aux années cinquante et soixante).

Mais le « capitalisme tardif » ne peut atténuer pendant une période limitée ses contradictions internes au moyen de l'inflation permanente sans payer un prix élevé — à la longue insupportable — pour cette tendance : la désorganisation croissante de son système monétaire international, les risques croissants d'effondrement de tout le système bancaire et de tout le système de crédit internationaux.

Hypocritement, les capitalistes et leurs idéologues concentrent à ce sujet leur feu sur les dettes des pays dit « du tiers monde » et des Etats dits socialistes que nous préférons appeler Etats ouvriers bureaucratisés ou Etats postcapitalistes. Mais en réalité, le capitalisme a connu son essor économique imprévu après la Seconde Guerre mondiale en flottant sur un océan de dettes débordant vers quatre rivages : les firmes capitalistes privées, y compris les firmes multinationales ; les pays dits du tiers monde ; les gouvernements impérialistes ; les gouvernements des



Etats ouvriers bureaucratisés. De ces quatre masses de dettes, c'est la première et non la seconde qui est la plus importante. La troisième a déjà dépassé la quatrième et peut dépasser la seconde.

Les détonateurs des récessions de 1974-1975 et de 1980-1982 ont été les détonateurs classiques, leur déroulement a été un déroulement classique : surproduction dans les secteurs clés de l'expansion précédente (automobile, construction immobilière, acier, pétro-chimie, etc.), baisse du taux moyen de profit, aggravation des tendances spéculatives et inflationnistes, obligation pour la bourgeoisie d'initier une politique déflationniste, chômage en montée rapide et, de ce fait, contraction du marché intérieur, concurrence interimpérialiste et intercapitaliste, avec montée du protectionnisme et contraction du marché mondial.

Cycle industriel et ondes longues

Le fait que Marx ait mis à nu les mécanismes fondamentaux, structurels, des crises de surproduction

capitaliste implique qu'il y a des traits fondamentaux, structurels, communs entre toutes ces crises. Mais il n'implique pas que toutes les crises sont strictement identiques. Chaque crise représente en fait une combinaison de traits généraux et de traits particuliers. Marx lui-même a analysé en détail les traits particuliers d'une série de crises qu'il a vécues comme la crise de 1857-1858 et son aspect monétaire, et celle de 1861, liée aux conséquences de la guerre de Sécession aux Etats-Unis.

Je ne peux pas analyser en détail tous les traits particuliers des crises de 1970-1971, de 1974-1975 et de 1980-1982. Mais je veux insister sur un aspect essentiel de cette combinaison entre traits particuliers et traits généraux des crises courantes : la combinaison entre le cycle industriel septennal ou sexennal, et l'onde longue à tendance dépressive qui a manifestement commencé à la fin des années soixante. Elle a succédé à une onde longue expansive qui s'échelonne de 1948-1949 à 1968 (sauf dans les pays anglo-saxons, où elle a sans doute commencé vers 1940).

Cette combinaison entre le cycle industriel classique et l'onde longue dépressive a des conséquences considérables sur l'évolution économique à moyen et long terme. Elle a des conséquences tout aussi importantes sur le plan social et politique.

L'onde longue dépressive actuellement en cours est caractérisée par la « vulgarisation » des innovations technologiques initiées pendant l'onde longue expansive précédente ; c'est d'ailleurs une caractéristique générale d'ondes longues de ces deux tonalités fondamentales différentes.

Cela veut dire en pratique trois choses : maintien d'un taux de croissance annuel assez élevé de la productivité, baisse sinon disparition de « rentes technologiques », des profits monopolistiques des grands trusts, y compris « multinationaux », ce qui contribue à déprimer le taux moyen de profit, baisse considérable du taux moyen de croissance de croissance de la production, qui reste longtemps inférieur au taux de croissance de la productivité. Le résultat est clair : à la fois l'augmentation du chômage et l'offensive d'austérité de la bourgeoisie se maintiendront pendant une longue période, indépendamment des fluctuations cycliques de la production annuelle.

Pour ne parler que du chômage dans les pays impérialistes : il est monté de 10 millions en 1970 à 15 millions en 1975, à 20 millions en 1978, à 30 millions en 1980, à 35 millions en 1983, et il va atteindre 40 millions en 1985, indépendamment de la reprise en cours. Il s'agit d'ailleurs de statistiques qui sous-évaluent fortement la réalité car elles n'incluent pas tous ceux et toutes celles qui, comme le disent si élégamment les idéologues bourgeois et petits-bourgeois, « ont quitté le marché du travail » ayant perdu tout espoir de retrouver un emploi. Il s'agit avant tout des femmes refoulées vers les foyers, et des travailleurs immigrés refoulés dans leurs pays d'origine.

Dans le cadre de l'onde longue dépressive, il y a eu désynchronisation cyclique entre la crise frappant les pays impérialistes et la crise frappant les pays semi-coloniaux et les pays dépendants semi-industrialisés. Ces deux derniers notamment ont pu maintenir un taux de croissance relativement élevé,

surtout au Mexique, au Brésil, en Corée du Sud, en Inde, à Taïwan et dans une série des pays de l'OPEP. Mais depuis 1980, la situation s'est radicalement retournée. Aujourd'hui, les pays dits « du tiers monde » sont frappés de plein fouet par la crise.

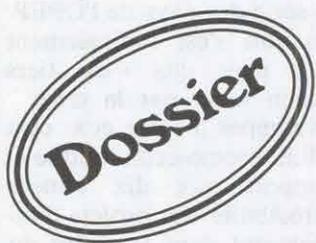
Pour les moins sous-développés d'entre eux, cela signifie un changement de climat socio-économique et politique complet par rapport aux dix années précédentes, une perte de crédibilité des projets d'industrialisation (de développement) dans le cadre du capitalisme international, des projets nationalistes-populistes, etc., avec une chute brutale du niveau de vie des masses. Pour les plus pauvres d'entre eux, c'est une tragédie à dimension historique qui est en train de se dérouler dont pour notre honte à nous tous, l'avant-garde révolutionnaire internationale, pour ne pas dire le mouvement ouvrier international, n'ont absolument pas pris conscience. On peut résumer cette tragédie en une formule : l'onde longue dépressive entraîne une paupérisation absolue dans les pays semi-coloniaux les plus pauvres qui amène le pouvoir d'achat des salaires moyens vers le niveau des rations de nourriture des camps de concentration nazis.

La fonction politique et sociale des différentes interprétations de la crise

La défense de la théorie marxiste des crises n'est pas seulement un devoir d'honnêteté scientifique, de capacité de comprendre, d'expliquer et de prévoir la marche de l'économie mondiale. Elle joue aussi un rôle précis dans la lutte idéologique qui se déroule maintenant au sein de l'opinion publique, c'est-à-dire de la lutte de classe politique, de la lutte de classe tout court. Elle joue encore davantage un rôle précis dans le clivage au sein du mouvement ouvrier international, entre ceux qui, sous les formes les plus diverses et avec les excuses les plus contradictoires, acceptent la crise comme inévitable et se contentent de proposer des recettes pour gérer cette crise avec des doses graduées d'austérité, et ceux qui veulent organiser, élargir et généraliser le refus de toute politique d'austérité, la résistance militante et active contre l'offensive du capital, la lutte contre le chômage par l'introduction immédiate de la semaine de trente-cinq heures sans réduction de salaire, avec embauches obligatoires, la lutte pour une alternative anticapitaliste d'ensemble à la politique d'austérité. Ce clivage oppose en dernière analyse tous les tenants de la collaboration de classe et tous les partisans irréductibles de l'indépendance politique de classe du prolétariat, pour laquelle Marx s'est battu toute sa vie à partir de 1850.

Sans pouvoir dresser une liste exhaustive de toutes « explications » de rechange de la crise par rapport à l'explication marxiste, nous mentionnerons les schémas idéologiques suivants :

— La crise serait le résultat inévitable de la hausse excessive des salaires directs et indirects pendant la phase d'essor précédente. Il y a une version droitrière à cette « explication » (l'explication néo-classique, monétariste : « *Les travailleurs, vu les hauts salaires,*



se mettent hors du marché du travail. »). Il y a aussi une version « de gauche » de cette explication : la théorie de « l'écrasement du profit » qui, retournant de Marx à Ricardo, réduit la baisse du taux de profit à la baisse du taux de la plus-value, c'est-à-dire qui explique la crise par la hausse des salaires.

— La crise serait le résultat inévitable de l'inflation, considérablement gonflée par les hausses du prix du pétrole en 1973 et 1975.

— La crise serait le résultat d'une conspiration des « multinationales », ou d'une conspiration de l'impérialisme américain, pour restaurer (ou consolider) leur hégémonie sur l'économie capitaliste internationale, voire sur l'économie mondiale.

— La crise ne serait qu'un mécanisme normal de relance et de redéploiement international de l'accumulation du capital, que le capitalisme serait capable de réaliser et qu'il serait d'ailleurs en train de réaliser.

La fonction de ces « explications » est politique et sociale, non scientifique. Quelquefois, leur aspect irrationnel prend une dimension grotesque : ainsi, selon d'aucuns en France (et pas seulement en France !), ce serait successivement la hausse du prix du pétrole et sa baisse qui auraient causé — ou aggravé considérablement — la crise ! Mais une fois écartée la prétention scientifique de ces « explications », qui est nulle, nous ne devons point en tirer la conclusion qu'elles sont sans importance. Elles ont une importance extrême, car elles sont des instruments de la bourgeoisie pour obtenir des résultats socio-politiques précis :

— culpabiliser la classe ouvrière et le mouvement ouvrier comme responsables de la crise,

— « culpabiliser » les « sheiks du pétrole » ou, plus généralement, les pays du tiers monde, comme responsables de la crise,

— présenter la crise comme une fatalité à laquelle personne ne peut se soustraire,

— justifier les concessions dites inévitables aux impératifs de l'austérité, c'est-à-dire aux impératifs du profit.

Tous ces résultats poursuivis ont un but central : exercer une énorme pression sur la classe ouvrière pour qu'elle ne reconnaisse pas que le capitalisme, et seulement le capitalisme, est responsable de la crise, et que toute lutte réelle et efficace contre les conséquences désastreuses de la crise pour les masses laborieuses doit être une lutte contre le capitalisme,

une lutte anticapitaliste. C'est une pression pour empêcher une lutte résolue et conséquente contre l'offensive internationale d'austérité et de remilitarisation. C'est une pression pour empêcher l'émergence d'une alternative anticapitaliste, socialiste à la crise, pour laquelle de larges masses seraient prêtes à combattre.

La crise et l'avenir de l'humanité

Nous sommes convaincus que la dépression est très grave, qu'elle est en fait, dans le contexte de la crise du système impérialiste et de la crise sociale, la crise la plus profonde que le capitalisme ait connu depuis sa naissance. C'est dans la crise que s'exprime, pour rappeler une formule de Marx, la tendance du capitalisme à transformer périodiquement les forces productives en forces destructives. Or, l'ampleur de la crise détermine l'ampleur du potentiel destructeur dégagé par la « solution » capitaliste de la crise. Pour sortir de la crise des années trente sans sortir du capitalisme, l'humanité a payé le prix de cent millions de morts, le prix d'Auschwitz et de Hiroshima.

Avec le niveau actuellement atteint par l'armement — avant tout mais pas seulement, de l'armement nucléaire —, avec les processus de destruction de l'environnement en cours, avec la montée de la faim dans le monde, ce potentiel destructeur devrait aujourd'hui être multiplié au moins par cinq. Il implique le risque réel de destruction de l'infrastructure matérielle et humaine sur terre.

Depuis 1914, l'humanité est confrontée avec le dilemme : socialisme ou barbarie. Deux guerres mondiales, d'innombrables guerres locales, la montée périodique de dictatures sanguinaires fascistes, semi-fascistes, militaires, l'extension de la torture dans plus de soixante pays : tout cela prouve que la notion de « barbarie » n'est ni propagandiste, ni mystificatrice, ni abstraite, mais chargée d'un contenu réel de plus en plus dramatique. Mais aujourd'hui, avec l'armement et le surarmement nucléaire, le dilemme « socialisme ou barbarie » prend une dimension nouvelle plus précise encore. Aujourd'hui, la victoire mondiale du socialisme est devenue une question de survie physique du genre humain. Aujourd'hui, à long terme, le dilemme est « socialisme ou destruction du genre humain ».

Je dis : « à long terme ». A court terme, et à moyen terme, le capital international se heurte à des obstacles et à des résistances immenses pour appliquer un cours vers la reconquête des marchés perdus, c'est-à-dire un cours vers la troisième guerre mondiale. Parmi ces obstacles et ces résistances, il y a avant tout la force du mouvement ouvrier et du mouvement antiguerre dans les pays impérialistes, et la force du mouvement anti-impérialiste dans les pays semi-coloniaux et dans les pays dépendants. Aujourd'hui, ce que la remilitarisation met à l'ordre du jour dans l'immédiat, ce sont des guerres contre-révolutionnaires locales, comme l'agression au Liban contre la révolution palestinienne, l'agression contre la révolution centre-américaine, l'agression contre la révolution en Afrique australe. Avant que les défaites très sévères ne soient infligées au mouvement ouvrier et au mouvement de masse des principaux pays du

monde capitaliste, la troisième guerre mondiale n'est pas à l'ordre du jour.

Mais justement en fonction de la gravité et de la durée de la dépression, le risque de troisième guerre mondiale aura tendance à augmenter dans la mesure où l'offensive d'austérité et de remilitarisation réussit à affaiblir ou à désarticuler le mouvement de masse et les organisations de masse dans les principaux pays capitalistes du monde.

Pour nous, ce n'est pas quelque chose de tranché d'ores et déjà, les batailles décisives sont devant nous, non derrière. Pour prendre, avec tous les risques inhérents aux analogies historiques, les étapes préparatoires à la Seconde Guerre mondiale, nous sommes aujourd'hui en 1929 et non en 1933 ou en 1938. La marche vers la Seconde Guerre mondiale aurait pu être renversée si Hitler n'avait pas pu prendre le pouvoir, si Franco avait été battu, si la montée révolutionnaire en France n'avait pas été étouffée par le Front populaire. Les grandes batailles de classe à venir en Europe occidentale, au Brésil, au Mexique, en Argentine, en Inde, au Canada, en Afrique du Sud, au Japon et sans doute finalement aux Etats-Unis, décideront de la marche vers la troisième guerre mondiale, donc du sort de l'humanité.

On peut se poser la question : est-il rationnel pour le capitalisme, même chapeauté par un personnel politique de droite et d'extrême droite, d'envisager une « solution » à la crise par la guerre nucléaire mondiale ? La question elle-même est mal posée. La société bourgeoise dans son ensemble est caractérisée par une combinaison *sui generis* de rationalité partielle et d'irrationalité globale. La même caractéristique s'applique aux armements.

Mais dans la mesure où il y a effectivement un fond irrationnel dans le projet de guerre nucléaire, cela n'implique nullement que ce projet soit irréalisable. Auschwitz aussi était irrationnel du point de vue des intérêts d'ensemble de l'impérialisme allemand, y compris du point de vue d'une guerre impérialiste cherchant à obtenir la victoire. Néanmoins, Auschwitz a été réalisé. C'est la préparation de l'accoutumance politique et idéologique des masses à l'irrationnel et au monstrueux qui est décisive à l'étape actuelle pour l'impérialisme dans la perspective de la préparation de guerre.

Voilà le but central de l'offensive non seulement anticommuniste, antimarxiste, antisocialiste dans les mass media et dans les universités bourgeoises, mais d'une campagne contre la science, contre la raison, contre les idéaux de la révolution bourgeoise et du siècle des Lumières, voire contre les idées égalitaristes élémentaires présentes dans la tradition religieuse judéo-chrétienne. La barbarie des idées précède la barbarie des faits. C'est pourquoi une contre-offensive théorique vigoureuse doit être déclenchée pour défendre contre la bêtise au front de taureau, mais dotée de formidables moyens matériels de diffusion et de pression, le marxisme, le socialisme, la science, la raison, les droits égaux de tous les hommes et de toutes les femmes qui habitent notre planète.

Cette contre-offensive est hypothéquée par une réalité objective : la situation réelle, économique, sociale, politique, idéologique, culturelle, morale dans les pays de l'Est, les sociétés bureaucratiques de transition entre le capitalisme et le socialisme, les Etats

ouvriers bureaucratiques. Nous rejetons évidemment toute notion d'un « socialisme réellement existant » où que ce soit dans le monde. Nous rejetons de même toute notion selon laquelle Marx serait responsable des pratiques de la bureaucratie soviétique, ou des pratiques de la bureaucratie social-démocrate réformiste. En revanche, nous enregistrons un fait qui pèse sur nous tous. Lors de la crise des années trente, il y avait une quasi-unanimité dans le mouvement ouvrier mondial autour d'une idée centrale : le capitalisme est en crise ; la solution, c'est la planification socialiste. Aujourd'hui, il y a une part importante du prolétariat mondial, y compris des membres des partis communistes, qui ne trouvent plus cette réponse suffisante.

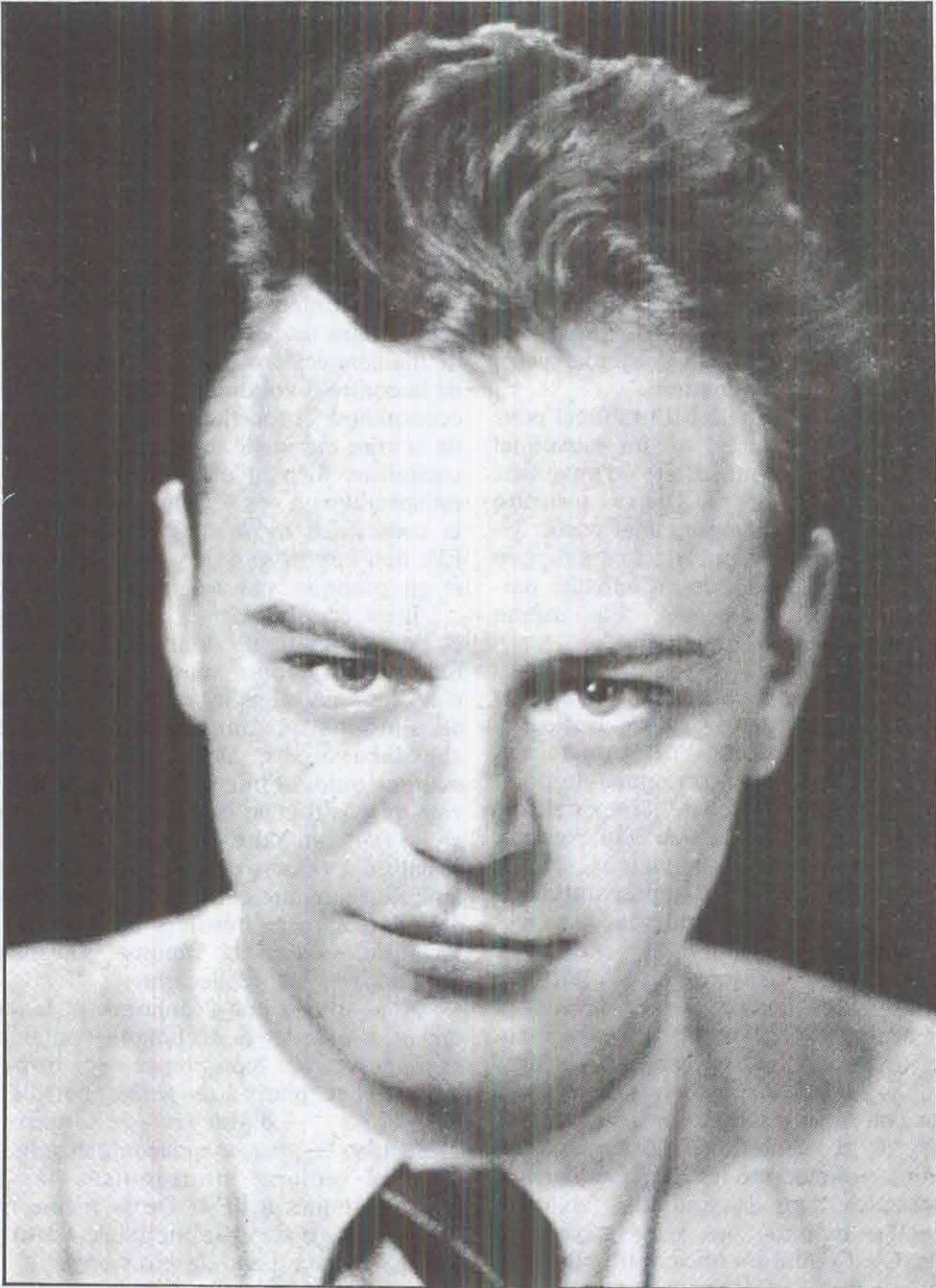
La raison fondamentale qui explique ce changement, ce n'est pas la propagande impérialiste, ni la pression de milieux petits-bourgeois démoralisés et sceptiques, bien qu'il ne faille pas sous-estimer l'importance de ces facteurs. La raison fondamentale, c'est l'appréhension, tardive mais salutaire, par le prolétariat international, de la réalité économique et sociale dans les pays de l'Est, telle qu'elle a été révélée de manière éclatante par la montée de la révolution et de la contre-révolution politiques en Pologne. La crise économique et sociale à l'Est est un facteur constitutif de la crise mondiale. Elle n'est pas identique à la crise capitaliste, bien qu'elle soit influencée par elle. Elle est spécifique à ces sociétés. Elle pèse lourdement sur la conscience moyenne du prolétariat international. Elle doit être prise en charge franchement, en théorie et en pratique, par les marxistes du monde entier.

Il est certain qu'une réponse purement théorique et propagandiste ne donnera jamais satisfaction suffisante aux larges masses. Aussi longtemps que n'existera pas, dans les faits, un « modèle » de société de transition qui transcende de manière décisive les abus, aberrations, gâchis, inégalités, oppressions qui existent aujourd'hui à l'Est, notre réponse ne convaincra pas tout le monde. Mais cela ne signifie pas qu'il faut attendre la victoire de la révolution socialiste à l'Ouest de la révolution politique à l'Est ; qu'il faut attendre cette révolution à l'Est pour défendre de manière résolue ce que la planification socialiste — c'est la réponse socialiste à la crise capitaliste — est réellement.

Nous disons que l'économie et la société fondées sur la science et la technique contemporaines sont devenues trop complexes et trop lourdes de catastrophes pour être gérées par de quelconques « experts » — d'ailleurs de moins en moins compétents —, par de quelconques minorités élitaires, qu'elles soient bourgeoises à l'Ouest ou bureaucratiques à l'Est. De la même manière, nous croyons que cette crise mondiale est trop grave pour être laissée à la merci de « lois objectives du marché » se réalisant derrière le dos de l'humanité.

Cette crise ne sera résolue que si les masses prennent en main elles-mêmes la gestion de leurs propres affaires, de l'économie, de l'Etat, de la société.

1^{er} juin 1983



Léon Sedov.

La mort ténébreuse de Léon Sedov

Michel LEQUENNE

IL y a quarante-sept ans, le mercredi 16 février 1938, Léon Sedov, fils de Trotsky et de Natalia Sedova, mourait à Paris, dans une clinique où il avait été hospitalisé le 9 pour l'opération de l'appendicite. A cette époque, déjà, cette opération était bénigne, et le malade avait bien semblé la supporter quand, le cinquième jour, son état s'aggrava brusquement. Il mourut après une seconde intervention chirurgicale.

L'hypothèse d'un assassinat médical s'imposa immédiatement dans le mouvement de la IV^e Internationale. Peu auparavant, Ignace Reiss (1) avait été assassiné alors qu'il venait de rompre avec les services secrets du Komintern en envoyant au CC du Parti bolchevik une lettre annonçant son ralliement à la IV^e Internationale. Précipité, le crime n'avait pas été parfait : l'agent subalterne Renata Steiner avait fait à la police suisse des aveux qui montraient la main de Staline non seulement dans l'assassinat de Reiss mais aussi dans la traque de Sedov, second accusé, derrière son père, des procès de Moscou. Son activité principale était au moment de sa mort la préparation de la Conférence internationale qui fut le congrès de fondation de la IV^e Internationale. Sept mois auparavant, Erwin Wolf a été enlevé en Espagne et a disparu, assassiné comme Nin et tant d'autres (2).

Rudolf Klement disparaîtra bientôt à son tour et les morceaux de son corps seront retrouvés dans la Seine. Tout ceci précède l'assassinat de Trotsky lui-même. Et l'on savait dès ce début de 1938 que les assassins cernaient Sedov. Plus encore qu'on ne l'imaginait, puisque son homme de confiance et plus proche collaborateur, Marc Zborovski, dit « Etienne »,

était lui-même un agent du Guépéou, ce qu'on n'apprit qu'en 1955.

« Etienne », en agent habile, dans le compte rendu en forme de journal qu'il écrivit le 25 février pour la direction internationale, rappelait que lui-même avait suggéré la possibilité d'un empoisonnement. Trotsky, depuis le Mexique, multipliait les démarches pour sonder cette piste. Les services policiers français se montrèrent peu coopératifs (3), et c'est pourquoi, pendant quarante ans, la conviction que la mort de Sedov était criminelle s'imposa dans nos rangs, d'autant plus qu'il était apparu rapidement que la clinique choisie était un repère de Russes « blancs », milieu profondément pénétré par le Guépéou. Une telle conviction ne pouvait que sembler confirmée par le démasquage de Zborovski, dix-sept ans après.

C'est dans cette conviction commune qu'après la parution du livre de Gérard Rosenthal, *Avocat de Trotsky* (4) en 1976, sur un projet de Corinne Rapaut, nous entreprenions, le réalisateur Michel Wichard et moi, un film d'enquête sur cette affaire. Malgré l'avis d'Elisabeth Poretski-Reiss que la mort de Sedov n'était pas un assassinat — avis peu fondé — une première version de notre film conclut dans le sens de la thèse traditionnelle.

Un argument de poids en ce sens fut la mise au jour, par l'ex-agent de la DST, Pierre Leverageois, de documents de la préfecture de police qui révélaient que le propriétaire de la clinique Mirabeau, où avait été opéré Sedov, le docteur Girmounski, et auquel avait été réclamé l'anonymat de son malade, était lui-même un agent du Guépéou. Tous les doutes semblaient donc levés.

Pourtant, le docteur Jean-Michel Krivine et le professeur Marcel-François Kahn, mis en alerte par le nom du

médecin qui avait pratiqué l'opération, le docteur Talheimer, de grand renom public, mais en revanche de fâcheuse réputation dans les milieux médicaux, comme chirurgien dont les opérations avaient trop de suites funestes, les amena à étudier les dossiers médicaux et d'autopsie de Sedov, retrouvés dans les archives de Harvard. Leur conviction fut contraire à l'apparente évidence criminelle. La mort de Sedov leur apparut comme produite par une « péritonite du cinquième jour », complication rare de l'appendicite, mal connue à l'époque, mais bien étudiée aujourd'hui, et qui avait d'ailleurs été fort mal traitée par la seconde intervention.

Une troisième version de notre film s'arrêta à cette conclusion : Sedov était entre les mains des assassins, mais n'en était pas moins mort d'une rechute opératoire grave ; ce que peut confirmer le mot d'un des tueurs de Staline : « Le boulot s'est fait sans nous (5). »

Pourtant, l'argument fort de l'analyse médicale ne dissipe pas les doutes de tout le monde. Une question s'impose : « Une telle complication ne pouvait-elle pas être provoquée ? »

Seule l'ouverture des archives du NKVD permettra un jour la certitude dans une telle affaire. En attendant, on ne peut que tenter de cerner au plus près le problème avec les données dont on dispose. Un assassinat médical *parfait* n'est pas si simple que le profane peut l'imaginer avec des souvenirs de cinéma policier. Personne ne s'attendait à l'appendicite de Sedov. Dans les trois jours qui précéderent la crise, Zborovski ne l'avait pas rencontré. Même en supposant complices les deux médecins de la clinique, la doctoresse, belle-sœur de Lola Estrine-Dallin qui orienta sur la clinique qu'elle affirma toujours n'avoir pas connu avant, et

1. Cf. « les Nôtres », d'Elisabeth Poretski, femme de Reiss, publié par Maurice Nadeau dans sa collection « les Lettres nouvelles », et qui vient de faire l'objet d'une réédition aux éditions Denoël. Cf. aussi, pour l'ensemble de la question, le n° 13 des « Cahiers Léon Trotsky ».

2. Cf. en particulier, Pierre Broué, « La mission de Wolf en Espagne », in « Cahiers Léon Trotsky » n° 10.

3. Cf. en particulier, Léon Trotsky, « Oeuvres », T. 16.

4. Editions Laffont.

5. Cf. in n° 13 des « Cahiers Léon Trotsky », « Les demi-aveux de Zborovski ».

son patron — membre du PCF —, le docteur Leibovici, il aurait fallu non seulement un temps de mise au point pour un assassinat médical, mais qu'il soit si habile qu'il ne mette pas la clinique à découvert dans une enquête inévitable. C'était là beaucoup de difficultés à résoudre en peu de temps.

Une autre hypothèse est que ce soit la mauvaise réputation de Talheimer qui ait amené Leibovici, lui-même excellent chirurgien, à le désigner pour l'opération. Leibovici n'appelait-il pas son décapsuleur un Talheimer et en précisant que c'était parce qu'il s'agissait d'un « ouvre biè(r)e ». Il se serait agi d'un pari, hasardeux, mais sans risque, puisque Talheimer était politiquement insoup-

connable. Est-ce supposer trop de machiavélisme et de haine politique à quelqu'un qui n'était pas un tueur ? L'histoire du stalinisme nous a habitué à pire !

Avec les documents actuellement rassemblés, et sans guère pouvoir en espérer de nouveaux (ceux consultés par Pierre Levergeois ont depuis la parution de son livre disparu des archives de la police), on ne peut aller au-delà des déductions.

Notre film *la Mort de Léon Sedov*, ne présente qu'un résumé de notre enquête et, comme nous l'avons écrit en préface aux « Demi-aveux de Zborovski », dans le n° 13 des *Cahiers Léon Trotsky*, il n'est qu'un document lui-même et recueil de documents en dépôt pour l'avenir.

Un article de Jeanne Martin

Nous reproduisons ci-dessous un article de Jeanne Martin, compagne de Léon Sedov. Il constitue un témoignage sur l'activité du disparu mais aussi, ce n'est pas le moins important, sur l'homme tel qu'il vivait et ressentait le monde, les siens, sa propre existence. Témoignage aussi sur le climat dans lequel agissaient, en une

époque terrible, les hommes et les femmes regroupés dans le mouvement pour la IV^e Internationale ; sur le caractère des jeunes militants de l'Opposition de gauche en URSS, nés et élevés dans la révolution, parmi lesquels était Sedov. Cet article fut publié en 1938 dans *la Vérité* sous le titre « Léon ».

LÉON est mort à trente et un ans — l'âge même où sa sœur Zinaïda, privée à tout jamais de tout droit de retour en Russie où elle avait toutes ses attaches spirituelles et familiales, malade et désespérée, s'est suicidée à Berlin.

Léon était plein de jeunesse et de forces vives. Ce n'était pas un ascète du tout. Il aimait la vie sous toutes ses formes. Il aimait le mouvement et l'action. Il aimait la Russie.

Il n'a pas eu le droit de vivre. Il n'avait pas le droit d'agir comme il aurait voulu le faire. La Russie de Staline l'avait banni.

Il avait dû laisser là-bas un petit garçon qu'il aimait tendrement, et c'était la grande douleur de sa vie, de n'avoir jamais pu obtenir de le faire

venir en Europe auprès de lui. « On lui apprendra, disait-il, à me haïr et à me mépriser. »

Il aimait l'action. Toute sa vie antérieure n'avait été qu'action. Il courait, enfant encore, échappé de la maison, au milieu des combats de rues à Moscou. Il mena en Russie, parmi la jeunesse, le combat oppositionnel, du temps où c'était encore possible.

Jusqu'au jour où Staline le chassa.

Il mena alors, en Turquie, puis à Berlin, jusque dans le Berlin hitlérisé, la vie d'un révolutionnaire émigré, surveillé puis traqué, à qui seule est possible la lutte souterraine.

Lui qui aimait les rues, les assemblées ouvrières, la vie agissante, il

dut apprendre à se replier, à renoncer à la lutte ouverte et violente, il dut transposer son action en étudiant et en écrivant, mener enfin, dans ces années de recul, le seul combat qui lui fût possible — accepter la tâche ingrate que lui seul, par sa formation particulière, pouvait assumer : étudier les problèmes posés par l'évolution de l'URSS, dégager, des nouvelles rares et déformées qui filtrent à grand-peine de ce vase clos, la réalité nue et tragique d'une révolution arrêtée dans sa marche et étranglée ; chercher, avec une patience sans limites, les moindres symptômes de volontés révolutionnaires qui percent le couvercle étouffant jeté sur elles, — essayer de découvrir et d'identifier, à quelques milliers de kilomètres et à travers deux frontières bien gardées, ceux qui bravent cette contrainte sans précédent et veulent crier une parole vraie avant d'être saisis et mis à mort — tenter de renouer, toujours de nouveau, le fil fragile d'une correspondance clandestine, un jour brisé pour de bon — ce travail que seul un homme formé en Russie et connaissant d'expérience les conditions du pays, l'esprit des hommes qui y vivent, pouvait accomplir en Europe occidentale.

On lui a souvent, ouvertement ou non, reproché ce « travail en cabinet » qui ne l'était d'ailleurs pas toujours. Au moindre geste extérieur apparent qu'il eût fait, il eût immédiatement été chassé, d'un pays à l'autre, et mis dans l'impossibilité de poursuivre sa tâche particulière.

Personne n'a compris le tragique qu'il y avait, pour cet homme plein de forces et plein de goût pour l'action physique, dans cette vie d'em-murés qui ne pouvait agir que par l'étude, l'écrit, la parole en petit comité, et qui eût rêvé d'agir, comme les autres, au grand jour dans les rues de la ville.

Cette privation de militantisme actif, c'était la seconde grande douleur de sa vie. Il rongea son frein. Nous avons décidé d'un accord tacite, tout au début, de partir pour l'Espagne comme combattants du front et nous avons fait une partie du chemin.

Mais on n'avait pas voulu de lui et je n'avais pas voulu le laisser seul.

Il aimait la Russie. Il était plein, toujours et malgré tout, de l'invincible espoir d'y retourner un jour, à quelque titre et de quelque manière que ce fût. « Si la Russie soviétique avait un jour besoin d'hommes pour la défendre, disait-il, j'irais me

présenter, sans rien demander d'autre. »

Il avait au cœur un amour immense pour la terre russe elle-même, et le souvenir de ses neiges était en lui comme celui d'un paradis perdu.

C'était la troisième grande douleur de sa vie, de ne pas savoir s'il retournerait jamais sur cette terre, et peut-être cette douleur dominait-elle toutes les autres.

Il avait aussi dans sa vie une occupation qu'il tenait quasi secrète, parce qu'on l'en raillait souvent : les mathématiques. Il avait pour les mathématiques un goût passionné et purement désintéressé. S'il avait, en Russie, commencé ses études d'ingénieur, c'était parce qu'il fallait participer à la construction industrielle du pays. Mais il aimait la science spéculative, celle qui n'a pas de but apparent. Quand il pouvait échapper pour une heure à la chaîne de ses obligations, il se jetait dans les mathématiques. C'était pour lui mieux qu'un délassement de l'esprit, une véritable joie qu'il se donnait. Il commençait de préparer, par bribes, une thèse de doctorat, mais c'était pour lui un peu comme un rêve qu'on poursuit, sachant qu'on ne pourra l'atteindre. « Pas le temps, disait-il, d'y travailler sérieusement. Il faudra y renoncer. »

On lui attribuait parfois un goût particulier pour le travail de bibliothèque, une tendance bureaucratique. Il était tout l'opposé. Qui eût cru qu'ancien sportif, il avait parfois des velléités de dépense physique purement gratuite. Mais il les réfrénait aussitôt. « Je n'ai pas le temps, disait-il, je n'ai pas le droit. Le travail, c'est ma vie. Je vis *pour* travailler. » Et il me faisait la même objection, lorsque je lui reprochais de se surmener. Le *travail* pour lui, le seul et véritable travail qui comptât et qui valût la peine d'être accompli, c'était le travail de préparation révolutionnaire auquel il avait voué sa vie.

Il était surmené dans tous les sens de ce mot, travaillait sans relâche jusque tard dans la nuit et sans connaître de dimanche, et ne se permettait que de rares instants de détente et de repos, se les reprochait ensuite.

Aucun pays ne lui accorda jamais de permis de travail. Les tentatives qu'il fit, parfois, de se faire confier des travaux par des institutions scientifiques, échouèrent toujours parce qu'on redoutait de l'employer lui, et que cela ne nuisit au bon renom des institutions. Dans des périodes qui lui furent, matériellement, particulière-

ment difficiles, il prit à domicile des petits travaux manuels misérablement payés et sut, par son expérience personnelle, ce qu'est l'exploitation éhontée des *heimatlos*.

Il savait se plier aux plus ingrates besognes accessoires. Rien ne le rebutait. Rien n'ébranlait la confiance qu'il avait tout de même et toujours dans la vie et dans la révolution qui, pour lui, se confondaient.

Il n'était pas d'accord avec nous, ni avec moi, sur les questions d'organisation et était lié, d'aucuns diraient à l'autre camp, si l'on peut toutefois considérer comme deux camps distincts les deux fractions actuelles de la IV^e Internationale en France.

Il était, en cela comme en autre chose, toujours très optimiste. Quand je lui parlais, avec douleur, des luttes affreuses qui déchiraient nos deux partis, pourtant si proches politiquement : « Ne te torture pas, me disait-il. La lutte politique a sa logique implacable. Mais cela passera comme une maladie de croissance dont on guérit. Et tu regretteras peut-être un jour de t'être tant et inutilement tourmentée pour une crise qui ne devait être que passagère. » Et quand je lui parlais avec amertume du fameux principe « tous les moyens sont bons », il me répondait : « Oui, mais toute la question est là : être sûr que ces moyens servent *réellement* la cause qu'on défend. »

Et c'était lui, banni, pourchassé, limité dans toutes les manifestations de son être et comme amputé, qui savait redonner courage et confiance dans l'avenir.

Toujours sans bruit et sans phrases. Il n'employait jamais de grands mots en parlant, et son style était nu, concret, dépouillé. Il ne notait que le réel, le nécessaire, l'essentiel. Jamais d'expressions grandiloquentes, ni de mots ornementaux, rien qui sonnât. Et jamais il ne citait un fait qu'il n'eût rigoureusement contrôlé, ni ne donnait une citation qui ne fût, à une virgule près, calquée sur le texte même. Le moindre article qu'il écrivait était précédé de journées de recherches, d'étude, de réflexion. Il ne rédigeait qu'une fois sûr d'avoir dégagé le fond et l'essence de la question traitée. C'était tout le contraire d'un journaliste, d'un écrivain. Il ne mettait sur le papier que pour divulguer plus largement l'idée qu'il voulait exprimer.

Il avait pour son père une immense vénération. Et cependant, ne se confondait pas avec lui et n'aimait

pas qu'on le considérât comme un prolongement de lui.

Dans la lutte politique, il était ardent et implacable. Mais ce n'était pas une machine à penser politique, ce n'était pas un schéma d'homme. C'était un homme bien vivant, avec le lot de fragilités et de faiblesses d'un humain très humain. Qui croirait qu'il était de caractère très tendre, et qu'il avait un grand besoin de douceur ? Qui croirait qu'il était sensible à la beauté des choses et qu'il était capable de s'arrêter, dans la rue, pour regarder des fleurs ? Non, je ne le diminue pas en livrant ces traits plus légers et moins connus de son caractère, je l'humanise et cherche à la dépouiller de ces traits schématiques sous lesquels on a tendance à se le représenter. Ce n'était pas une machine à fabriquer de la politique. C'était un homme simplement, un jeune homme plein d'amour pour la vie telle qu'elle est et plein de confiance en elle.

La révolution n'était pas pour lui jeu de l'esprit, ni jeu de chicanes. « J'ai vu dans la rue, me dit-il un soir, une femme qui tirait une petite voiture derrière elle, comme un vieux cheval, et c'était horrible. » Il avait grand pitié d'une vieille femme de ménage, notre voisine, et ne pouvait voir sans un serrement de cœur ces vieilles vendeuses de journaux qui cherchent à écouler leur pile jusqu'à minuit passé, aux bouches de métro. Et si la révolution était pour lui une réalité vivante, c'était justement parce que, je le répète, il avait un immense amour de la vie et la trouvait belle malgré tout.

Toujours, dans sa vie souvent difficile, mais, tout de même, relativement libre d'Europe, il pensait avec angoisse à ses anciens camarades restés en Russie : « Je me promène dans les rues de Paris, disait-il — et il aimait beaucoup les rues de Paris —, et eux, comment vivent-ils ? Que sont-ils devenus ? »

Mais il savait sacrifier sans une seconde de recul mental tout ce à quoi il eût tenu. Il aimait la vie et en faisait bon marché délibérément. Il était surveillé, suivi, traqué par le Guépéou dans ses moindres démarches. Il savait que la vie lui était comptée parcimonieusement, mais

quand je le suppliais de prendre plus de précautions, il disait : « A quoi bon prendre des précautions ! Ils m'auront tout de même un jour ou l'autre. Pour leur échapper, il faudrait que je devienne un petit-bourgeois. » Et il continuait sans rien changer à sa vie, sans vouloir penser à l'échéance, qu'il sentait pourtant prochaine et inévitable, à quoi ne manqueraient pas de l'acculer ses ennemis.

Il avait écrit, un an avant sa mort : « Si quelque chose m'arrivait un jour, c'est du côté de Staline qu'il faudrait rechercher la cause (1). »

Les procès de Moscou, depuis août 1936, avaient été pour lui une expérience si vivante et si douloureuse, que ses forces physiques en avaient été ébranlées. Parmi ses cheveux blonds, plein de fils blancs déjà. « Pour toi, me disait-il, comme pour tous, un tel fusillé, un autre fusillé encore, ce sont des noms seulement. Pour moi, ce sont des hommes. »

Après l'assassinat de Reiss, il avait écrit en conclusion d'un article : « Et d'autres suivront. »

C'est lui qui a suivi. Lui, l'homme jeune, plein de forces vives, de foi et d'amour pour tout ce qui valait la peine d'être vécu, lui qui pleurait pour un enfant perdu, lui qui songeait parfois avec angoisse qu'il ne reverrait jamais plus peut-être les belles neiges de Russie — lui qui savait en même temps, lorsqu'il s'agissait de lutte politique, se bander et être aussi impitoyable que s'il eût été insensible —, lui qui avait sacrifié tout ce qu'il aurait désiré vivre (erleben), parce que la révolution, c'est-à-dire le seul amour vrai et fécond des hommes, s'était saisie de lui tout entier.

Ils ne pouvaient pas le laisser vivre et continuer, ceux qui, là-bas, étranglèrent chaque jour cette révolution à laquelle, avec ses petites mains d'enfant, il avait déjà commencé à participer.

Mais c'était trop dangereux, cinq mois à peine après l'assassinat de Reiss, de l'assassiner, lui aussi, d'une manière éclatante. L'affaire Reiss, c'était une sorte d'exemple que le Guépéou faisait, d'exemple dans le sens répressif que lui donnent les militaires.

Lui, on savait que nul exemple ne l'effrayerait ni ne l'arrêterait. On l'a

exécuté, scientifiquement, obscurément, lâchement, sans avoir l'audace de l'assassiner.

On l'a exécuté dans l'ombre. On a su le faire mourir. Si savamment que nul, qui ne soit averti de ces choses, ne vaudra jamais le croire. Que la Justice criminelle, qui n'oublie pas d'être bourgeoise, ne découvrira jamais rien qui ne lui semble participer d'un processus pathologique naturel. Une rechute chez un opéré récent et qui semblait en voie de guérison, quoi de plus plausible ? Les médecins traitants, surpris d'une empiation soudaine et que rien ne faisait prévoir, et qu'ils ne parviennent pas à expliquer, parlent un instant d'un « accident inexplicable », d'un « empoisonnement possible ». Mais dès qu'ils apprennent de qui il s'agit, effrayés de leurs propres paroles, ils reculent brusquement, « découvrent » que l'évolution du mal peut être naturelle.

La sérénité de la science ? Tragique foutaise, en régime d'exploitation.

La justice qui cherche le crime ? Il y a le pacte franco-soviétique, — et que pèse la vie d'une homme ? Tragiques foutaises que tout cela. Les deux enfants d'un des médecins traitants de Léon disparaissent, et qui comprend le signe qui est donné par là ? Est-ce un châtement ? Est-ce, chose plus grave, un avertissement et ces deux enfants sont-ils des otages ?

Qui se soucie qu'il y ait, sous terre, le cadavre d'un jeune homme de trente ans, un homme qui était plein de promesses et d'amour de la vie, le cerveau riche d'idées et le cœur riche de vouloir ? Tout cela est dissous et n'a plus de nom, et qui se souvient de lui encore ?

Il y en eut des millions ainsi et depuis vingt-quatre ans, les hommes en ont pris la tragique habitude.

Personne ne la défend.

Songez parfois à lui, qui a tout donné et tout perdu, parce qu'il a refusé de capituler.

Jeanne Martin

1. « Confessions », n° 10, 4 février 1937 : « Accusé, j'accuse ! ».

«Frapper ou convaincre ?»

Le PC allemand face aux nazis (1923/1933)

Alain BROSSAT

« Le fort est plus fort quand il reste seul (1) », écrit Hitler dans *Mein Kampf*. Derrière la musique vaguement nietzschéenne de l'aphorisme se profile une politique de l'élimination impitoyable de tous les concurrents dans la lutte pour le pouvoir. De tous ces concurrents, le plus direct, le plus dangereux était assurément pour le fondateur du Parti national-socialiste des travailleurs allemands (NSDAP) le puissant KPD, Parti communiste d'Allemagne. Aussi, de 1919 à 1933, garde-t-il immuablement le cap sur cette « orientation » : il faut briser les reins au « front rouge ».

Inversement, les héritiers directs et indirects du KPD en RDA comme en RFA, les officiels du SED comme les animateurs du minuscule DKP en Allemagne fédérale, aiment à souligner qu'ils incarnent la continuité la plus ancienne, la plus ferme tradition de l'antnazisme militant. Ernst Thälmann, le dirigeant « historique » du Parti communiste allemand n'est-il pas mort à Buchenwald ?

Cela est indéniable : les années trente, en Allemagne, ont été dominées par cette lutte à mort engagée entre le nazisme et le communisme. Léon Trotsky — dont les analyses de la montée du fascisme en Allemagne sont d'une lucidité stupéfiante — souligne d'une formule péremptoire le caractère inéluctable de cette épreuve de force : « Si le Parti communiste est le *parti de l'espoir révolutionnaire*, le fascisme en tant que mouvement de masse est le *parti du désespoir contre-révolutionnaire* (2). » Et il est vrai que ce sont les militants communistes qui ont le plus, au cours des années trente, payé de leur personne dans les affrontements de rue avec les organisations paramilitaires nazies, qu'ils ont été les premiers à peupler les camps de concentration après l'incendie du Reichstag.

Pourtant, dès que l'on examine d'un peu plus près la politique de la *direction* du KPD — et donc, dans une large mesure, de la direction de l'Internationale communiste — vis-à-vis du phénomène fasciste sous la République de Weimar, l'image se brouille passablement. Ce n'est pas seulement — ni même essentiellement — que le génie de Hitler ait

été, lorsque son parti n'était qu'un groupuscule, d'emprunter les symboles les plus usuels de ce qu'Ernst Bloch nomme « l'apparence révolutionnaire » : la couleur rouge et les vocables de « socialiste » et « ouvrier ». Un passage parfaitement explicite de *Mein Kampf* nous persuade qu'il ne s'agit pas là d'un « malentendu » originel du nazisme, mais bien d'une « astuce » délibérée du futur Führer. Evoquant « la question du nouveau drapeau » qui, dit-il, le « préoccupait alors beaucoup », il indique, au fil d'un long développement sur la symbolique des couleurs, que le rouge s'y imposait car il est le signe de « l'idée sociale du mouvement (3) ».

C'est sans doute à ce passage du livre de Hitler que pensait Ernst Bloch lorsqu'il écrivit ces lignes admirables qui dévoilent la duplicité du nazisme « social », « révolutionnaire » des débuts : « On commença par voler la couleur rouge, on s'en servit pour délayer. Les premières proclamations des nazis étaient imprimées sur fond rouge, on étendit cette couleur en masse sur le drapeau mensonger. Les affiches devinrent peu à peu de plus en plus pâles, de sorte qu'elles n'effrayaient plus le bailleur de fonds. Le drapeau lui-même portait d'ailleurs depuis le début son signe tordu et coué et c'est ce signe qui lui donne son nom, et non la couleur. Pourtant lorsqu'un ouvrier habile découpa et enleva la croix gammée, il restait encore des mètres d'apparence rouge sur le drap. Avec seulement un trou au milieu, comme une grande gueule ouverte et totalement vide (4). »

Le « discours Schlageter »

Non, ce n'est pas là l'essentiel en l'occurrence, les ficelles — fussent-elles rouges — étaient assez grosses. Beaucoup plus important et beaucoup moins connu est le fait que, dès 1922, c'est-à-dire dès la première vague de patriotisme frustré qui défile sur l'Allemagne dans l'après-

*Je rêvais de Teddy Thälmann
La nuit un beau rêve
Il s'était enfui du cachot
Des nazis hurlaient de rage...*

(Wolf Biermann, « la Chanson de Thälmann »)

guerre, les communistes allemands et ceux qui les inspirent du côté de l'exécutif du Komintern commencent à se poser une question qui ressemble fort à la quadrature du cercle : comment rivaliser avec les organisations nationalistes d'extrême droite sur le terrain du nationalisme « plébéien » alimenté par les rancœurs liées aux conditions draconiennes du Traité de Versailles et puissamment stimulé, bientôt, par l'occupation de la Ruhr ? La crise qui monte en Allemagne — et qui culminera à l'automne 1923 avec l'échec de l'insurrection préparée par les communistes allemands et celui du putsch de Hitler-Ludendorff — alimente puissamment les courants fascistes qui, pour la première fois, commencent à prendre racine dans la classe ouvrière. A Moscou, l'on s'inquiète et, au printemps 1923, l'exécutif de l'Internationale publie une déclaration soulignant que « le Parti communiste allemand doit faire comprendre clairement aux masses nationalistes de la petite bourgeoisie et des intellectuels que seule la classe ouvrière, une fois sa victoire acquise, sera capable de défendre le territoire allemand, les trésors de la culture allemande, l'avenir de la nation (5) ».

On a là l'ébauche d'une orientation que Karl Radek, « le mentor du KPD (6) », va pousser, bien dans sa manière, spectaculaire et paradoxale, jusqu'à ses ultimes conséquences en prononçant en juin 1923 devant l'exécutif élargi de l'Internationale communiste un discours qui fit l'effet d'une bombe. Cette singulière harangue est demeurée dans l'Histoire sous le nom de « discours Schlageter », du nom d'un activiste fasciste qui, ayant commis des actes de sabotage dans la Ruhr, fut pris et fusillé par les troupes d'occupation françaises. Alfred Rosmer qui assista à cette intervention la rapporte en ces termes :

« Dans l'après-midi du 21, Sméral puis Gyptner étaient intervenus dans la discussion quand Radek surgit à la tribune. Son aspect était inhabituel et le discours qu'il allait prononcer ne le fut pas moins. Il débutait ainsi :

« « Durant tout le discours de la camarade Clara Zetkin, j'étais obsédé par le nom de Schlageter et par son sort tragique. Le destin de ce martyr du nationalisme allemand ne doit pas être tu ni être seulement honoré d'un mot dit en passant. Il a beaucoup à nous apprendre, à nous et au peuple allemand. Nous ne sommes pas des romantiques sentimentaux qui oublient la haine devant un cadavre, ou des diplomates qui disent : devant une tombe, il faut louer ou se taire. Schlageter, le vaillant soldat de la contre-révolution, mérite de nous, soldats de la révolution, un hommage sincère. Son camarade d'idées Freks a publié en 1920 un roman dans lequel il décrit la vie d'un officier tombé dans la lutte contre les spartakistes, intitulé *le Pèlerin du néant*. Si ceux des fascistes qui veulent loyalement servir leur peuple ne comprennent pas le sens de la destinée de Schlageter, celui-ci est bien mort en vain

et ils peuvent écrire sur sa tombe : le pèlerin du néant » (7). »

« Que signifiait cet étrange préambule ? », se demande Rosmer. Tout simplement qu'au lieu de laisser aux fascistes et à l'extrême droite l'apanage de l'exploitation des sentiments nationalistes des masses, les communistes allemands devaient entreprendre de la leur disputer en faisant apparaître que seule la révolution socialiste pouvait tirer la nation allemande de l'impasse.

C'est donc de « convaincre » qu'il s'agit, et non de frapper.

Tandis que la presse social-démocrate titre « Radek fête Schlageter », les communistes allemands invitent au débat les nazis. L'historien allemand Ossip Flechtheim rapporte : « Le discours de Radek fut le point de départ de la campagne dite de Schlageter, au cours de laquelle on en vint à des joutes littéraires entre communistes et nationalistes. Les colonnes de la *Rote Fahne* furent ouvertes au comte Reventlow, l'un des leaders nationalistes. Une brochure fut publiée, contenant des articles de Radek et de Moeller von den Bruck, l'auteur du *Troisième Reich* (8). » Des meetings communs sont organisés. Dans certains, les orateurs communistes argumentent contre l'antisémitisme des nazis au fil d'une dialectique parfois périlleuse. Ainsi, selon Margarete Buber-Neumann, Hermann Remmele, député communiste, déclare le 2 août 1923, à Stuttgart, en réponse aux « déclarations incendiaires d'un dirigeant nazi : « Je comprends aisément comment l'antisémitisme peut naître. Il suffit de se rendre au marché aux bestiaux de Stuttgart et aux abattoirs pour observer comment les marchands de bestiaux, juifs pour la plupart, vendent leurs bêtes à n'importe quel prix, tandis que les bouchers de Stuttgart repartent les mains vides pour la raison très simple qu'ils n'ont pas de quoi payer le prix qu'on leur demande... » (9). »

Dans un autre meeting, toujours en août 1923, c'est Ruth Fischer, figure de proue du parti à Berlin et future dirigeante du KPD en 1924-25, qui s'écrie dans un bel élan : « Oui, pendez les capitalistes juifs aux réverbères (...) mais (...) que pensez-vous des grands capitalistes, les Stinnes ? (10) »

D'autres témoignages font état de contacts cordiaux entre Radek et le chef de la Reichswehr, le général von Seeckt, et d'autres personnages en vue de l'extrême droite nationaliste allemande. Quoi qu'il en soit, le fait est que la préoccupation de la question « nationale » allemande a entraîné en 1923 le KPD fort loin dans une politique de « dialogues et échanges » avec les nationalistes allemands et singulièrement les nazis qui, aujourd'hui, apparaît pour le moins paradoxale. Comme le dit Pierre Frank d'une formule lapidaire : « D'une préoccupation légitime à une ligne erronée, la distance avait été courte (11). »

La « ligne Schlageter » passa aux pertes et profits dans le tumulte des préparatifs de l'« Octobre allemand » qui prit la tournure d'une déroute sans com-

bat pour les communistes allemands. Les dirigeants du KPD sont dans la clandestinité et les chefs nazis vont bientôt prendre le chemin de la prison... Mais voici que, dès le début de l'année 1924 commence à fleurir dans certains cénacles de l'Internationale communiste une « théorie » dont la mise en pratique sera lourde de conséquence pour l'avenir du mouvement communiste en Allemagne : celle du « social-fascisme ». C'est à Zinoviev que revint la primeur de cette innovation : la social-démocratie, proclame-t-il, est devenue « une aile du fascisme. C'est une social-démocratie fasciste ». Théorie que Staline vint promptement enjoliver de quelques images frappantes : fascisme et social-démocratie, décréta-t-il, sont des « frères jumeaux », des « étoiles jumelles ».

Frères jumeaux ?

Cette théorie surprenante dont l'application atteindra son paroxysme à partir de 1929 (« Chassez les petits Zörgiebel des écoles et des terrains de jeu », lisait-on alors dans une certaine presse communiste — Zörgiebel étant le préfet de police social-démocrate de Berlin !) a pour conséquence naturelle que la social-démocratie est, pour les communistes, un adversaire aussi dangereux que les fascistes, sinon plus car, jusqu'à la veille de l'accession de Hitler au pouvoir, la social-démocratie occupe dans l'appareil d'Etat des positions qui la désignent comme l'agent direct du capitalisme, de la « contre-révolution ». De ce refus de désigner le nazisme et ses organisations comme l'ennemi principal, de tenter de contraindre la social-démocratie à faire front commun avec le KPD contre lui, découlent — dans les années trente — d'étranges attitudes de la part de la direction du Parti communiste allemand qui, parfois, glissent à la franche aberration. Attitudes que, de plus en plus, il faudra rapporter au cours adopté par l'Internationale communiste sur laquelle s'étend le contrôle de Staline.

A partir de 1929, l'initiative dans la rue appartient aux nazis. Heinz Neumann lance le mot d'ordre martial « Frappez les nazis où vous les rencontrez » mais, curieusement, il retrouve la veine de la « ligne Schlageter » pour aller polémique dans les réunions nationales-socialistes (avec Goebbels, notamment) et, selon Flechtheim, y clamer : « Jeunes socialistes ! Vaillants combattants pour la nation ! Les communistes ne veulent pas de guerre fratricide avec les nationaux-socialistes (12) ! ». Margarete Buber-Neumann présente une autre version de ces étranges joutes oratoires entre Goebbels et Neumann : « (...) Lorsque Goebbels eut terminé son discours qui, par des attaques incessantes contre les "cocos", avait porté l'auditoire au comble de la surexcitation, un des organisateurs de la réunion s'avança sur l'estrade et annonça : "L'orateur suivant est le commu-

niste Neumann." En disant cela, il eut un sourire sarcastique, persuadé que Neumann n'oserait jamais se risquer à la tribune (...) Sans broncher, Neumann traversa la foule vociférante pour gagner la tribune. Je croyais à chaque instant qu'ils allaient l'assommer. Il prit la parole et réussit rapidement à se faire écouter. Il y eut même quelques applaudissements. Au lieu d'engager la discussion, Goebbels était résolu à provoquer Neumann par ses questions et à le mettre ainsi hors de combat. Chaque réponse soulevait les hurlements de protestation de la foule. Goebbels lui demanda enfin de dire s'il maintenait encore son mot d'ordre "Frappez les fascistes là où vous les rencontrez !" Après le "oui" de Neumann, les propos qui suivirent se perdirent dans un oragan de "Crève Judas", "Tuez-le" et de sifflets (13). »

En 1932, la paternité de ce mot d'ordre vaudra à Neumann de se faire sérieusement sermonner par Staline et de perdre toutes ses responsabilités. C'était là, lui reproche-t-on à Moscou, l'incarnation d'une politique « gauchiste et sectaire » vis-à-vis des nazis. Selon Margarete Buber-Neumann, tout se passe comme si, à partir de 1930, Staline avait décidé qu'il convenait de « coexister pacifiquement » avec les nazis, voire envisager d'un œil favorable l'installation au pouvoir de Hitler. Elle rapporte des propos que le futur « Père des peuples » aurait tenus en 1931 à Heinz Neumann : « Ne croyez-vous pas, Neumann, que s'il arrivait que les nationalistes prennent le pouvoir en Allemagne, ils s'occuperaient si exclusivement de l'Ouest que nous aurions tout le loisir de hâter le socialisme (14) ? » Assurément, le nouveau maître de l'URSS n'avait pas lu *Mein Kampf*...

Le plébiscite « rouge »

Les fascistes sont-ils plus dangereux que la social-démocratie ? Le moins que l'on puisse dire c'est que, dans les années trente, la réponse est incertaine, du côté de la direction du KPD, comme de l'exécutif de l'Internationale communiste. Jan Valtin rapporte une conversation qu'il aurait eue à cette époque avec Dimitrov, le futur symbole de l'ant nazisme triomphant :

« Les sociaux-démocrates disent aux travailleurs que les grèves sont vouées à l'échec lorsqu'il existe des chômeurs par millions. Ils conseillent aux ouvriers d'accepter des réductions de salaire sans résistance (...) Ce sont les plus dangereux ennemis des ouvriers qu'ils ont vendus à la bourgeoisie !

— Et le mouvement nazi, demandai-je (...)

— Le mouvement de Hitler n'a pas de sympathisants parmi les travailleurs, répliqua Dimitrov. Hitler promet à tout le monde. Il vole ses idées à chaque parti (...) Le plus grand obstacle sur la route de

la révolution prolétarienne est le Parti social-démocrate (15). »

De là à l'idée que Hitler, en lançant ses sections d'assaut contre la « Reichsbanner » social-démocrate est « à son insu notre allié » comme l'aurait déclaré Manuiliski (16) qui occupait alors les plus hautes fonctions dans l'appareil du Komintern, à l'idée que certaines « alliances tactiques » avec les fascistes contre « l'agent direct » de la contre-révolution, le Parti social-démocrate... Jan Valtin évoque ainsi « des douzaines d'entreprises terroristes (...) avec les éléments nazis les plus douteux », racontant notamment comment, à Brême, en 1931, communistes et nazis firent cause commune pour saboter une conférence syndicale organisée par les sociaux-démocrates :

« En moins de deux minutes, nous nous étions entendus sur un plan d'action. Aussitôt que la conférence fut suffisamment avancée, je me levai et commençai une harangue du haut de la galerie. Dans une autre partie de la salle, Tidow [le responsable nazi, NDLR] en fit de même. Les délégués du syndicat restèrent d'abord sans voix (...) A l'instant même où le premier syndicaliste toucha l'un de nous, nos partisans se levèrent et la bagarre commença (17). »

Pendant l'été 1931, les nazis et autres organisations d'extrême droite lancent une « initiative populaire » destinée à renverser le gouvernement social-démocrate en Prusse. Bientôt arrive de Moscou l'ordre de participer aux côtés des nazis à ce « plébiscite brun ». Il suffit alors d'en changer la parure : il s'appellera désormais « plébiscite rouge ». Thaelmann s'empresse d'exécuter. A la base, c'est avec beaucoup de réticences que les militants se plient à cette surprenante orientation consistant à faire front commun avec les fascistes pour censurer un gouvernement qualifié de... « fourrier du fascisme » ! Cette opération fut d'ailleurs un échec électoral pour le KPD.

D'une façon générale, d'ailleurs, comme le montrent très bien l'historien Wolfgang Abendroth ou l'ancien spartakiste Oskar Hippe dans leurs souvenirs (18), autant les directions du Parti social-démocrate et du Parti communistes sont réticentes à faire front commun contre la montée fasciste, autant la base de ces partis est, spontanément, encline à l'unité. Tandis que Thaelmann continuait à clamer inlassablement que « sans la victoire de notre lutte contre la social-démocratie, nous ne pourrions pas vaincre le fascisme », les travailleurs, d'instinct, aspiraient à serrer les rangs face à la menace fasciste. Mais, dans le même temps, la direction du KPD préfère se livrer aux délices d'étranges opérations publicitaires comme le ralliement du nazi Scheringer. Celui-ci, activiste du NSDAP, avait rencontré en prison des communistes allemands qui l'avaient convaincu de la supériorité de la vision marxiste du monde sur l'obscurantisme hitlérien. Le Parti communiste mena grand battage autour de la conversion de ce jeune officier de la Reichswehr au communisme : c'est qu'au fond, la « ligne Schlageter »

ABONNEMENTS



n'était pas vraiment enterrée et qu'il ne renonçait pas à capter une partie des flux nationalistes qui portaient l'extrême droite. C'est dans le même esprit qu'à cette époque, la direction du KPD décide de s'adresser aux « électeurs ouvriers du NSDAP » et aux « membres des SA » afin de les convaincre que Hitler a trahi « l'idée sociale du mouvement », pour reprendre les termes de *Mein Kampf*.

En novembre 1932, quelques semaines avant l'accession de Hitler au pouvoir, Thaelmann réalise le front unique avec... les nazis à l'occasion d'une grève des transports à Berlin. Heinz Brandt raconte : « En novembre 1932 a lieu à Berlin la grève peu glorieuse des travailleurs des transports. Le NSDAP y avait de fortes cellules d'entreprise et il décréta la grève contre la Société des transports berlinois dirigée par les sociaux-démocrates. Le KPD constitua avec les nazis une direction commune de la grève et devant les dépôts de tramways et d'autobus se tenaient ensemble aux "piquets de grève" des SA en uniforme et des permanents du KPD. Pleins de fierté, ils se faisaient photographier ensemble (19). »

La responsabilité du désastre

Comment et pourquoi les communistes allemands ont-ils pu suivre un cours aussi suicidaire dont les éléments que nous avons mentionnés ne donnent qu'un très faible et très partiel aperçu ?

Soulignons d'abord que Thaelmann et ses amis sont loin de porter seuls la responsabilité du désastre de 1933. Les sociaux-démocrates ont fait preuve d'autant de myopie et d'aussi peu d'empressement à réaliser quand il était encore temps l'unité avec les communistes contre le danger nazi. Mais, pour ce qui est du KPD, de nombreux facteurs sont entrés en ligne de compte. Pour Trotsky, son orientation dans les années trente est « fondée, en partie consciemment, en partie inconsciemment, sur la reconnaissance du caractère inévitable de la victoire fasciste (20) ». C'est en effet qu'à accommoder le « fascisme » à toutes les sauces, à faire des dirigeants sociaux-démocrates, des politiciens conservateurs comme Brüning et von Papen, indistinctement, des « fascistes », la direction Thaelmann se trouvait nécessairement désemparée, incapable de renverser le cours des choses.

Margarete Buber-Neumann, elle, est intimement persuadée qu'à partir de 1930, Staline souhaite une victoire des nazis et ne ménage aucun effort pour conduire le KPD à l'abîme. Si cette lecture *a posteriori*, à la lumière du Pacte germano-soviétique, est discutable, une chose est certaine : la direction du PC allemand, elle, est demeurée jusqu'au bout convaincue que Hitler « travaillait pour elle » ; Thaelmann était absolument convaincu que les nazis, dépourvus de

programme cohérent et de personnel politique capable seraient balayés en quelques mois et qu'ensuite viendrait le tour des communistes. Thaelmann, des centaines de milliers de communistes allemands, des millions d'êtres humains ont payé de leur vie cette grossière sous-estimation du danger nazi.

Faut-il un épilogue ? Dans la nuit du 31 décembre au 1^{er} janvier 1940, Staline livra à Hitler plusieurs dizaines de communistes allemands et autrichiens réfugiés en URSS. Alexandre Weissberg qui fut de ce singulier « transport » se rappelle : « [Le train] emportait chez eux soixante-dix être vaincus. Ils quittaient la patrie de leur choix pour retourner dans un pays qui leur était devenu étranger. Ils étaient debout entre les fronts de guerre. Ils étaient "heimatlos" dans un pays comme dans l'autre. »

« A travers la Pologne dévastée, nous continuâmes notre voyage vers Brest-Litovsk. Au pont du Boug, nous attendait l'appareil de l'autre régime totalitaire en Europe, la Gestapo allemande (21). »

« Entre la fin de 1939 et juin 1940, conclut Margarete Buber-Neumann, l'Union soviétique a livré à l'Allemagne nazie environ cinq cents communistes allemands et autrichiens qui avaient fui leur pays (22). »

1. « *Mein Kampf* », Nouvelles éditions latines, p. 504.
2. « *Comment vaincre le fascisme* », Buchet-Chastel, p. 22.
3. « *Op. cit.* », p. 492 et suivantes.
4. « *Héritage de ce temps* », Payot, p. 63.
5. Cité par Pierre Broué, « *Révolution en Allemagne* », Editions de Minuit, p. 689.
6. « *Ibid.* », p. 924.
7. « *Moscou sous Lénine* », Pierre Horay, p. 267 et suivantes.
8. « *Le Parti communiste allemand sous la République de Weimar* », Maspero, p. 118.
9. « *La Révolution mondiale* », Casterman, p. 91.
10. Broué, « *op. cit.* », p. 695.
11. « *Histoire de l'Internationale communiste* », La Brèche, tome 1, p. 292.
12. « *Op. cit.* », p. 209-210.
13. « *Op. cit.* », p. 242.
14. « *Ibid.* », p. 291.
15. « *Sans patrie ni frontière* », Dominique Wapler, p. 221.
16. Selon Margarete Buber-Neumann.
17. « *Op. cit.* », p. 273 et suivantes.
18. Wolfgang Abendroth, « *Ein Leben in der Arbeiterbewegung* », Suhrkamp. Oskar Hippe : « *Und unsere Fahne ist rot* », Junius.
19. « *Ein Traum der nicht entführbar ist* », Verlag europäische Ideen, p. 78-79.
20. « *Op. cit.* », p. 71.
21. « *L'Accusé* », Fasquelle, p. 579.
22. « *Op. cit.* », p. 396.

ABONNEMENT A DOMICILE		Nom :	
		FRANCE DOM-TOM	ETRANGER
1 - AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique Communiste + les n° hors série de Critique Communiste		450 F	500 F
2 - SIX MOIS D'EXPERIENCE DEL'HEBDO «ROUGE» 6 mois = 24 numéros		160 F	
3 - CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros		150 F	170 F

Prénom :
 Adresse :
 Formule choisie : Réglement à l'ordre de PEC
 2, rue Richard Lenoir 93108 Montreuil
 Tél : 859 00 80



cahiers du féminisme: numéro de printemps



Sommaire

Éditorial	
8 Mars: mémoire et luttes féministes	p. 3
En France, si vous saviez	
Les femmes et le travail à temps partiel: entretien avec Danielle Kergoul	p. 4
En bref	p. 8
Dossier	
La réaction sort ses griffes	p. 9
Paris, laboratoire social de la droite	p. 10
Le Figaro-Magazine: une idéologie de choc	p. 14
La femme « voir de près »	p. 16
L'offensive conservatrice de Thatcher	p. 18
« Une femme sous le III ^e Reich »	p. 20
Vents d'ouest	p. 22
En bref	p. 25
Si toutes les femmes du monde	
Bresil: multinationales et main-d'œuvre féminine	p. 26
Grande-Bretagne: lutte des mineurs et combat des femmes	p. 28
L'une a aimé, l'autre pas	
« Rendez-vous à la crèche », de C. Gueguen et H.T. Leveau	p. 30
« Le Corps des femmes », un livre d'E. Shorter	p. 32
« Mouvements de femmes en Amérique latine: nouveaux espaces de lutte »	p. 34

Christian BARSOC

Préface d'Ernest MANDEL

Les lendemains de la crise



Impasse capitaliste et issue socialiste

B
LA BRECHE

Un bouquin qui marche !

— Les recettes économiques bourgeoises ne fonctionnent plus. Seule l'interprétation marxiste permet d'analyser et de comprendre les racines de la crise.

— A quel coût social et humain la crise peut-elle être surmontée dans le cadre du système capitaliste ?

— Une issue socialiste est possible, fondée sur la planification et la démocratie ouvrière. Mais elle suppose une rupture révolutionnaire.

— Ce livre est produit par le Groupe de travail économique de la LCR.

65 F.

Vente en librairie. Commandes à la PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93 100 Montreuil. Chèque à l'ordre de la PEC.

Critique Communiste

Revue mensuelle de la LCR éditée par la société PEC
 Rédaction et administration: 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil
 Tél: 859 00 80
 Directeur de la publication: Christian Lamotte
 Imprimerie Rotographie. ISSN 0298-2068. N° CP: 56 5511